

BUREAU VERITAS CONSTRUCTION

Pépinière de Baléone – Bureau n°3
RT 22 - Z.A Baléone centre
20167 Sarrola Carcopino

Tél : +33 7 88 47 69 82
Mél : marielle.vezilier@bureauveritas.com

N° affaire : 24331557_1-9G4TK1P

Mission : Coordination Sécurité et Protection de la Santé

Opération :

Opération : 20/CALVI/ESID/CONSTRUCTION HANGAR
POMFORTER
2ème REP
CAMP RAFFALLI

Destinataire :

USID de Corse - RPA
ICDD Philippe MAQUINGHEN
Maîtrise d'ouvrage "chef USID CORSE" – Représentant du
RPA




Plan Général de Coordination

P.G.C.

Opération de catégorie : 2



Présence d'Amiante - Présence de Plomb

Date d'établissement ou de modification	Rév.	Objet de la mise à jour	Rédacteur
23/06/2025	Rev0		Marielle VEZILIER
23/06/2025	Rev1		Marielle VEZILIER 

SOMMAIRE

0. RAPPEL DES PRINCIPES GENERAUX DE PREVENTION	4
1. RENSEIGNEMENTS SUR L'OPERATION	7
1.1. Présentation du projet	7
1.1.1. Objet de l'opération	7
1.1.2. Mode de consultation des entreprises	7
1.1.3. Délai prévisionnel de chantier	8
1.1.4. Démarche environnementale	8
1.1.5. Prévision du nombre de lots	8
1.1.6. Prévision des effectifs sur le chantier	8
1.2. Présentation des intervenants	8
2. MODALITES DE COOPERATION ENTRE ENTREPRENEURS	10
2.1. Principe des séquences d'interventions	10
2.2. Inspections Communes	10
2.3. PPSPS	10
2.3.1. Pénalités	11
2.4. Sous-traitance	11
2.4.1. Déclaration des sous-traitants	11
2.4.2. Transmission du PGC	12
2.4.3. Obligation du sous-traitant	12
2.5. Intérimaires	12
2.6. Accueil des entreprises « location avec chauffeur »	12
2.7. Travailleurs indépendants art L4535-1	12
2.8. Protections individuelles	12
2.9. Modalité d'accueil des salariés	12
2.10. Modalités de visite du chantier par des tiers	13
3. MESURES D'ORGANISATION GENERALE	14
3.1. Accès au site et réseaux provisoires	14
3.2. Emprise de chantier	15
3.2.1. Clôture et portail	15
3.2.2. Accès	16
3.2.3. Circulations	17
3.2.4. Signalisation	17
3.2.5. Stationnements	17
3.2.6. Stockage	18
3.2.7. Réseaux provisoires du chantier (hors base-vie)	18
3.2.8. Cantonnements et entretien	19
3.3. Nettoyages (hors cantonnement)	20
3.3.1. Projet de plan d'installation de chantier	21
3.3.2. Plan d'installation de chantier	21
3.4. Tableau récapitulatif des mesures d'organisation générale de chantier	22
4. MESURES DE COORDINATION SPS	23
4.1. Définition des séquences d'interventions	23
4.2. Analyse de risques	26
4.3. Co-activités et protections collectives	35
4.3.1. Organisation de la sécurité collective	35
4.3.2. Déplacement de protection collective	36
4.3.3. Disposition en cas de carence d'une entreprise	36
4.3.4. Prévention des risques de maladies professionnelles	37
4.4. Equipement de levage	40
4.4.1. Autorisation de survol	41
4.4.2. Dispositifs d'aides à la manutention	41
4.5. Les mesures prises en matière d'interactions sur le site	41

4.5.1. Approvisionnements et stockage	41
4.5.2. Travaux superposés	41
4.5.3. Mise en œuvre de produits dangereux	41
4.5.4. Protection contre le bruit	42
4.5.5. Protection contre l'incendie	42
4.5.6. Travaux en hauteur	43
4.5.7. Echafaudage, tour escalier	44
4.5.8. Utilisation et conduite des véhicules et des engins	47
4.6. Moyens communs	50
4.6.1. Mise en commun des équipements de travail et d'accès en hauteur	50
4.6.2. Ascenseurs définitifs en phase chantier	50
4.6.3. Sécurisation des circulations, des accès et livraisons à pied d'œuvre, Echafaudages et matériels	51
4.6.4. Protection des accès – Auvents	51
4.7. Nettoyage et enlèvement des déchets	51
5. ORDRE ET SALUBRITE DU CHANTIER	52
5.1. Stockages sur le chantier	52
5.2. Nettoyage	52
5.3. Enlèvement des déchets	52
5.3.1. Evacuation des gravats et des déchets ordinaires	52
5.3.2. Enlèvement des matériaux dangereux utilisés	53
5.3.3. Mesure en cas de défaillance d'une entreprise	53
6. INTERFERENCES AVEC DES ACTIVITES D'EXPLOITATION	54
6.1. Déclarations particulières	54
6.2. Contraintes dues au voisinage de l'opération	55
6.3. Risques par rapport à un chantier voisin	55
6.4. Travaux effectués dans un établissement par une entreprise extérieure	57
6.5. Prévention incendie et explosion, Permis de feu	57
6.6. Interférences avec l'exploitant si utilisation partielle des ouvrages	58
6.7. Cas particulier	59
7. ORGANISATION DES SECOURS	60
7.1. Téléphone de secours	60
7.2. Sauveteurs Secouristes du Travail (S.S.T.)	60
7.3. Travail isolé	60
7.4. Procédure d'organisation des secours	60
7.5. Déclaration en cas d'accident ou incident	61
7.6. Point de rencontre secours	61
7.7. Modèle de fiche de secours	62
ANNEXES AU P.G.C.	63

0. RAPPEL DES PRINCIPES GENERAUX DE PREVENTION

Articles L.4121-2 & 3 et L.4531-1 du Code du Travail

1. Eviter les risques ;
2. Evaluer les risques qui ne peuvent pas être évités ;
3. Combattre les risques à la source ;
4. Adapter le travail de l'homme, en particulier en ce qui concerne la conception des postes de travail ainsi que le choix des équipements de travail et des méthodes de travail et de production, en vue notamment d'atténuer le travail monotone et le travail cadencé et de réduire les effets de ceux-ci sur la santé ;
5. Tenir compte de l'état de l'évolution de la technique ;
6. Remplacer ce qui est dangereux par ce qui n'est pas dangereux ou ce qui est moins dangereux ;
7. Planifier la prévention en visant un ensemble cohérent qui intègre dans la prévention la technique, l'organisation du travail, les conditions de travail, les relations sociales et l'influence des facteurs ambiants au travail ;
8. Prendre les mesures de protection collective par priorité à des mesures de protection individuelle ;
9. Donner les instructions appropriées aux travailleurs ;

Les articles L 4121-2 & 3 et 4531-1, imposent au Maître d'Ouvrage, aux Maîtrises d'Œuvres (Architectes, OPC etc...) et au Coordonnateur SPS, la prise en compte des Principes Généraux de Prévention.

Les différents entrepreneurs doivent prendre parfaite connaissance du présent document, en retirer les éléments nécessaires à la mise au point de leur proposition et se conformer rigoureusement lors de l'exécution des travaux, aux dispositions qu'il contient.

Les prestations définies dans ce document font partie intégrante du marché de chaque entreprise.

Les éléments contenus dans le présent document ont un caractère obligatoire. Les entreprises contractantes y compris les sous-traitants et travailleurs indépendants doivent en tenir compte notamment pour l'élaboration de leurs PLANS PARTICULIERS DE SECURITE ET DE PROTECTION DE LA SANTE (P.P.S.P.S.).

En matière de sécurité et de protection de la santé du personnel, les entreprises ont non seulement une obligation de moyen, mais également une obligation de résultat.

La tenue des délais ne saurait en aucun cas être un motif d'infraction aux règles de sécurité. Les entreprises sont par conséquent tenues de prévoir et de mettre en œuvre les moyens compatibles avec la sécurité et les délais.

Article L.4532-6 du code du travail :

L'intervention du Coordonnateur SPS ne modifie ni la nature, ni l'étendue des responsabilités qui incombent en application des autres dispositions du Code du Travail à chacun des participants aux opérations de bâtiment et de génie civil.

Le coordonnateur a été nommé en phase **Conception**

Ce PGC a été réalisé sur la base :

- des documents fournis par la Maîtrise d'oeuvre et la maîtrise d'ouvrage

Le Plan Général de Coordination SPS constitue une pièce du dossier de consultation des entreprises, y compris des sous-traitants et des travailleurs indépendants, les dispositions qu'il comporte étant de nature à influencer notamment sur les sommes à engager pour réaliser les travaux.

Les éléments contenus dans le Plan Général de Coordination ont force de données de base pour les entreprises contractantes. Celles-ci devront s'appuyer sur le plan Général de Coordination pour établir leur Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la Santé.

Le plan général de coordination sera complété et adapté par le coordonnateur en fonction de l'évolution du chantier. Il intégrera au fur et à mesure de leur élaboration en les harmonisant les plans particuliers de sécurité et de protection de la santé.

INFORMATION : principales responsabilités en matière d'hygiène et de sécurité pour les différents intervenants sur un chantier de construction de bâtiment :

Maître d'ouvrage :

- **S'assurer que le projet respecte les réglementations en matière d'hygiène et de sécurité**
- Désigner un coordonnateur sécurité et protection de la santé (CSPS)
- Mettre en place les moyens de prévention et de protection collectifs

Maître d'œuvre :

- Intégrer les exigences de sécurité dans la conception du bâtiment
- Veiller à la coordination des différentes entreprises
- **Contrôler l'application des mesures de sécurité sur le chantier**

Coordonnateur sécurité et protection de la santé (CSPS) :

- Élaborer le plan général de coordination en matière de sécurité et de protection de la santé
- Coordonner la mise en œuvre des principes généraux de prévention
- **Veiller à l'application des mesures de sécurité par les entreprises**

Entreprises :

- **Appliquer les mesures de sécurité définies dans le plan de prévention**
- Former et équiper leurs salariés pour travailler en sécurité

- Désigner un responsable sécurité sur le chantier

Salariés :

- Respecter les consignes de sécurité

- Utiliser correctement les équipements de protection individuelle
- Signaler tout danger ou incident au responsable sécurité

Cette répartition des responsabilités vise à impliquer tous les acteurs du chantier dans la prévention des risques et la sécurité des travailleurs.

1. RENSEIGNEMENTS SUR L'OPERATION

1.1. Présentation du projet

1.1.1. Objet de l'opération

Phase 1 : construction d'un hangar métallique et de travaux de VRD (Voirie et Réseaux Divers) POMFORTER au 2ème REP au Camp Raffalli à Calvi,

Nature des travaux

Le projet comprend deux aspects principaux :

- La construction d'un hangar métallique :

=> travaux de gros oeuvre

Création d'une dalle béton:

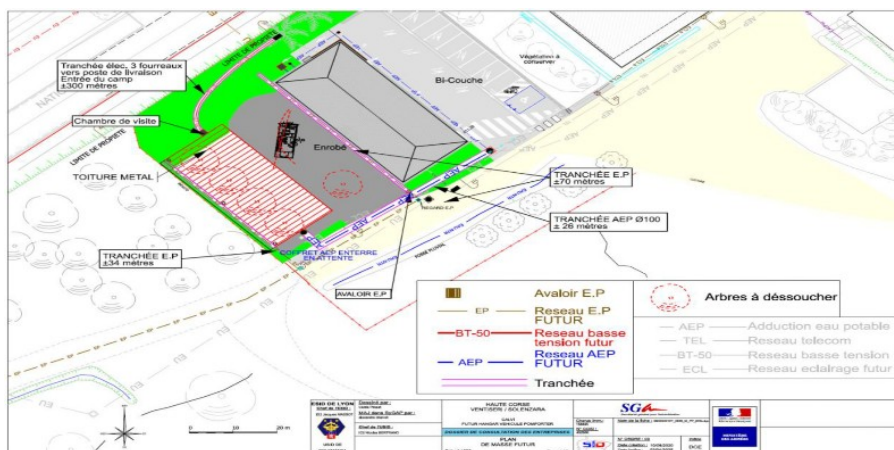
- * Circuit terre;
- * Béton de propreté;
- * Béton de fondation;
- * Béton en élévation y compris coffrage;
- * Béton de dallage y compris coffrage, réglage, et talochage;
- * Armature pour ouvrage béton;
- * Talochage mécanique;
- * Mur de soubassement en périphérie du hangar en blocs creux de béton, comprenant enduit et crépi

=> Menuiseries extérieures :

- o 2 portes avec 2 vantaux en aluminium 1800 x 2200 H;
- o 2 fenêtres coulissantes avec 2 vantaux en aluminium 2500 x1500 H.

- Des travaux de VRD POMFORTER

Ces travaux sont prévus pour le bâtiment 0156 du Camp Raffalli.



1.1.2. Mode de consultation des entreprises

Mode de consultation des entreprises : appel d'offres restreint via un accord cadre

Mode de passation des marchés : lots séparés,
Type de marchés : publics,

1.1.3. Délai prévisionnel de chantier

Date prévisionnelle de début des travaux : 2 janvier 2026

Durée prévisionnelle de réalisation (mois) : 7

Phasage des travaux: Un planning prévisionnel des travaux est consultable dans le DCE.

1.1.4. Démarche environnementale

Valorisation des déchets :

Dans un document soumis au visa du maître d'œuvre pendant la période de préparation, l'entrepreneur expose et s'engage sur :

- Le tri sur site des différents déchets de chantier et les méthodes qui sont employées pour ne pas mélanger les différents déchets,
- En cas de plate-forme de tri nécessitant un premier transport depuis le chantier, l'entrepreneur précise les méthodes et moyens employés ainsi que la localisation de l'installation,
- Les centres de stockage et/ou centres de regroupement et/ou unités de recyclage vers lesquels sont acheminés les différents déchets à évacuer, en fonction de leur typologie et en accord avec le centre de stockage ou de regroupement,
- Les moyens de contrôle, de suivi et de traçabilité qui sont mis en œuvre pendant les travaux,
- L'information du maître d'œuvre en phase travaux quant à la nature des déchets et aux conditions de dépôt envisagées sur le chantier,
- Les moyens matériels et humains mis en œuvre pour assurer la gestion des déchets,
- La mise en zone de dépôt autorisée des déblais inertes en provenance du chantier et non réutilisables sur le site.

1.1.5. Prévision du nombre de lots

Nombre de lots (estimation) : LOT N°01 - Gros-œuvre et Menuiserie

Les adresses des titulaires des marchés et leurs sous-traitants éventuels font l'objet d'une annexe au PGC SPS, dès que le maître d'ouvrage en a informé la C.SPS. Cette annexe est tenue à jour par le coordonnateur durant toute la durée du chantier.

1.1.6. Prévision des effectifs sur le chantier

Effectif prévisible du personnel de chantier (estimation) : 10 personnes maximum

Compte tenu de la durée prévisible du chantier et de l'effectif prévisionnel des travailleurs appelés à intervenir, cette opération est classée en catégorie 2 au sens de l'article R.4532-1 du Code du Travail.

1.2. Présentation des intervenants

Activité	Entreprise	Adresse	Média diffusion	Interlocuteur
Maîtrise d'ouvrage	USID de Corse - RPA	Maîtrise d'ouvrage "chef USID CORSE" – Représentant du RPA USID de Corse LD Travo 20240 VENTISERI	06.42.42.18.29 philippe.maquinghen@intr adef.gouv.fr	ICDD Philippe MAQUINGHEN

Activité	Entreprise	Adresse	Média diffusion	Interlocuteur
Maîtrise d'œuvre	USID de Corse	USID de Corse – section travaux (SGA/SID/ESID LYON/ USID CORSE/ section TVX Travo 20240 VENTISERI	06 68 68 25 07 laurent.ribot@intradef.gouv.fr	ADC Laurent RIBOT
Inspection du travail	CGA / ITA	60 Boulevard du général Martial Valin — PC066 — CS21623 75509 PARIS Cedex 15	06.72.88.64.44 eric.saint-chamarand@intradef.gouv.fr	ICD Eric SAINT-CHAMARAND
CARSAT	CARSAT SUD EST	forum DU FANGO AVE JEAN ZUCCARELLI, 20200 BASTIA	BRUNO.BREYTON-PERFETTI@carsat-sudest.fr	Bruno BREYTON-PERFETTI
CRAM	Médecine du Travail Haute Corse	Parc Technologique ZAE Erbajolo, Pôle Prévention 20600 Bastia	p.raffalli@spst2b.com	contact médecine du travail 2B
OPPBTP	OPPBTP CORSE	2 ROUTE VILLE 20200 BASTIA	0617363044 jeremy.terrachon@oppbtp.fr	Jeremy TERRACHON
Coordonnateur SPS	BUREAU VERITAS CONSTRUCTION CORSE	Pépinière d'entreprise de Baléone - Bureau n°3 RT 22 ZA Baléone Centre 20167 SARROLA CARCOPINO	0788476982 marielle.vezilier@bureauveritas.com	Marielle VEZILIER
Maîtrise d'ouvrage délégué	SECRETARIAT CHARGE DU BUDGET ET	139 RUE DE BERCY 75572 PARIS CEDEX 12	mathieu.menelli@justice.fr	MATHIEU MENELLI

Liste complète des entreprises en pièce jointe

2. MODALITES DE COOPERATION ENTRE ENTREPRENEURS

Ce paragraphe ne se substitue pas aux modalités pratiques de coopération qui sont jointes par le MO aux contrats de tous les intervenants.

2.1. Principe des séquences d'interventions

Les séquences permettent d'identifier les principaux risques ayant une influence sur le calendrier détaillé des travaux et l'organisation du travail des entreprises concernées pour définir les mesures de prévention à mettre en œuvre et de préparer les Inspections Communes.

Le chantier se décompose en séquences successives.

2.2. Inspections Communes

L'**Inspection Commune de la séquence** est réalisée au cours de cette réunion, avec l'analyse de la coactivité.

A cette réunion, les entreprises et leurs sous-traitants devant intervenir dans la séquence doivent **OBLIGATOIREMENT** être présents afin de réaliser leur Inspection Commune.

Les Inspections Communes ne seront réalisées que lors de ces réunions.

Il est rappelé aux entreprises, qu'en cas de non réalisation de l'Inspection Commune, il leur est formellement interdit d'intervenir sur le site.

Pour un sous-traitant qui ne serait pas encore désigné avant cette réunion :

- **L'inspection Commune devra être programmée avec le CSPS en respectant un délai de prévenance incompressible de 8 jours ouvrés (art R.4532-62 du Code du Travail).**
- **L'inspection Commune sera faite en présence du titulaire du lot.**

L'intervention du coordonnateur SPS ne modifie en rien la responsabilité des entreprises en matière de sécurité et de protection de la santé vis-à-vis des tiers et de leur personnel.

Avant le début de son intervention sur le chantier, chaque entreprise titulaire, chaque entreprise sous-traitante ou chaque travailleur indépendant respecte les dispositions suivantes :

- OBLIGATION de participer à la visite d'INSPECTION COMMUNE conduite par le coordonnateur SPS,
- REMISE au coordonnateur SPS de son Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la santé (PPSPS), approprié et conforme au présent PGC SPS à l'issue de la VIC.

Les dates d'intervention des entreprises titulaires de lots sont communiquées au coordonnateur SPS par le maître d'œuvre dans un délai compatible avec l'organisation des visites précitées.

Pour les entreprises titulaires de lots faisant appel à un ou plusieurs sous-traitants ou travailleur indépendant, les dates d'intervention de ceux-ci sont communiquées au coordonnateur SPS par l'entreprise titulaire.

2.3. PPSPS

Conformément aux obligations de la loi du 31 décembre 1993 et de son décret du 26 décembre 1994, chaque entreprise intervenant sur le chantier est tenue d'établir un PPSPS. **Conformément à l'article L 4532-9, sur les chantiers soumis à l'obligation d'établir un plan général de coordination, chaque entreprise, y compris les entreprises sous-traitantes, appelée à intervenir à un moment quelconque des travaux, établit, avant le début des travaux, un plan particulier de sécurité et de protection de la santé. Ce plan est communiqué au coordonnateur.**

Le Maître d'Ouvrage transmet le PGC à l'entrepreneur dans le cadre du dossier du marché de consultation, le PGC sert de base à l'établissement du PPSPS.

La mise à jour du PPSPS avant d'engager les travaux, doit tenir compte des observations résultantes de la visite d'inspection commune avec le Coordonnateur SPS.

L'entreprise chargée du gros œuvre ou le lot principal et ceux ayant à exécuter des travaux à risques particuliers mettent à disposition leurs PPSPS aux autres entreprises sur le chantier.

2.3.1. Pénalités

Rappel de la réglementation

L'obligation d'établir un PPSPS est inscrite dans le Code du travail, article L.4532-9 .

Les dispositions applicables aux opérations de 1re et 2e catégories du PPSPS (rédaction, délai, contenu, sous-traitants, consultation, transmission) sont définies par les articles R.4532-56 à Art. R.4532-74. (source : prévention BTP)

Article L4532-9 du code du travail

Sur les chantiers soumis à l'obligation d'établir un plan général de coordination, chaque entreprise, y compris les entreprises sous-traitantes, appelée à intervenir à un moment quelconque des travaux, établit, avant le début des travaux, un plan particulier de sécurité et de protection de la santé. Ce plan est communiqué au coordonnateur.

Toute entreprise appelée à exécuter seule des travaux dont la durée et le volume prévus excèdent certains seuils établit également ce plan. Elle le communique au maître d'ouvrage.

Article L4744-5 du code du travail

Le fait pour l'entrepreneur de ne pas remettre au maître d'ouvrage ou au coordonnateur le plan particulier de sécurité et de protection de la santé des travailleurs prévu à l'article L. 4532-9 est puni d'une amende de 9 000 euros.

La récidive est punie d'un emprisonnement d'un an et d'une amende de 15 000 euros. La juridiction peut, en outre, prononcer les peines prévues à l'article L. 4741-5.

Se conformer aux pièces écrites du marché.

2.4. Sous-traitance

Les entreprises titulaires de lots qui envisagent de faire intervenir un ou plusieurs sous-traitants ou travailleurs indépendants respectent la règle suivante :

- L'entreprise concernée adresse quatre semaines au préalable sa demande au maître d'œuvre qui la transmet au maître d'ouvrage.
- L'agrément est confirmé à l'entreprise par le maître d'ouvrage qui informe en copie le maître d'œuvre et le coordonnateur SPS qui conduit la visite d'inspection commune.

Toute entreprise ou travailleur indépendant qui ne respecte pas ces dispositions se voit interdire l'accès au chantier par le maître d'œuvre.

2.4.1. Déclaration des sous-traitants

L'entreprise a l'obligation de déclarer au maître d'ouvrage tout sous-traitant qu'elle prendrait pour réaliser une partie des travaux. Cette déclaration indique la nature précise des prestations sous-traitées.

Les coordonnées des sous traitants doivent être adressées par le maître d'ouvrage au CSPS pour l'organisation de l'inspection commune.

Les entreprises qui ont l'intention de sous-traiter doivent s'assurer que les prestations de service ne sont en aucune façon des prêts de main-d'œuvre qui pourraient constituer un délit de marchandage (art. L.8231-1 du Code du Travail).

2.4.2. Transmission du PGC

L'entrepreneur qui fait exécuter, tout ou partie, du contrat conclu avec le Maître d'Ouvrage par un ou plusieurs sous-traitants, doit remettre à ceux-ci un exemplaire du PGC au dernier indice et le cas échéant, un document précisant les mesures d'organisations générales qu'il a retenues pour la sécurité et qui sont de nature à avoir une incidence sur la sécurité et la santé des travailleurs.

2.4.3. Obligation du sous-traitant

Le sous-traitant est soumis aux mêmes obligations que l'entreprise titulaire quant au respect des dispositions communes de sécurité et de protection de la santé. Il est soumis à toutes les obligations des entreprises.

Le PPSPS du sous-traitant doit tenir compte des informations fournies par l'entreprise titulaire et notamment celles contenues dans son PPSPS et celles contenues dans le PGC ainsi que les dispositions arrêtées en inspection commune.

2.5. Intérimaires

Les entreprises utilisant du personnel intérimaire doivent s'assurer :

- que le personnel est apte à effectuer le travail auquel il est destiné,
- que le certificat d'aptitude médical pour la profession concernée a bien été délivré,
- que les salariés intérimaires soient intégrés au personnel de l'entreprise, notamment en ce qui concerne l'accueil renforcé, la formation à la sécurité, la fourniture des équipements de protection individuelle et l'utilisation des installations vestiaires, réfectoires et sanitaires.

2.6. Accueil des entreprises « location avec chauffeur »

Les entreprises faisant appel à de la location avec chauffeur, doivent le signaler dans leur PPSPS.

Les chauffeurs sont accueillis par l'entreprise qui leur explique les règles de sécurité les concernant.

2.7. Travailleurs indépendants art L4535-1

Les travailleurs indépendants ou les employeurs exerçant eux-mêmes une activité sur le chantier, sont assujettis aux mêmes obligations réglementaires que toute autre société, y compris :

- l'obligation de remettre au Coordonnateur SPS un Plan Particulier de Sécurité

2.8. Protections individuelles

Toute personne entrant sur le chantier doit être équipée des protections individuelles adaptées.

2.9. Modalité d'accueil des salariés

Tous les salariés présents sur le site portent de façon visible le sigle de leur entreprise sur leur vêtement de travail ou leur casque et doivent pouvoir être nominativement identifiés.

Les personnels des entreprises, doivent recevoir, le jour de leur arrivée sur le chantier, une formation pratique et appropriée en sécurité.

Cette formation qui est assurée par les chefs de chantier et les chefs d'équipe des entreprises porte sur :

- les conditions de circulation des personnes sur le chantier,
- la sécurité pendant l'exécution du travail
- les dispositions à prendre en cas d'incident, d'accident et d'incendie.
- la situation et le contenu de la boîte de premier secours.

Salariés étrangers :

Chaque entreprise doit pouvoir répondre aux règles suivantes, à savoir :

- Etre en possession de l'ensemble des pièces écrites et graphiques propres au chantier,
- Le référent chantier doit maîtriser la langue française pour mettre en application les consignes de sécurité du chantier,
- Le référent chantier ou le chef d'établissement doit pouvoir participer aux réunions de chantier,

Chaque entreprise tient à jour à disposition des organismes officiels de préventions et des autorités compétentes un classeur qui comporte :

- Une liste nominative de ses personnels sur site y compris les personnes intérimaires.

Pour chaque salarié :

D.U.E. (Déclaration unique d'embauche) avec récépissé de l'URSSAF ou extrait du registre du personnel,

Contrat d'intérim si pas de DUE,

Déclaration de détachement pour le personnel de sociétés étrangères en provenance de la CE.

Pour les ressortissants hors CE :

Photocopie de leur carte de séjour et de leur permis de travail.

2.10. Modalités de visite du chantier par des tiers

Des visites peuvent être organisées par le Maître d'Ouvrage qui définit les mesures de protection et de sécurité.

L'organisateur de la visite est responsable de la fourniture des équipements adaptés à cette visite. Le maître d'ouvrage informe le maître d'œuvre et le coordonnateur.

3. MESURES D'ORGANISATION GENERALE

du chantier arrêtées par le Maître d'œuvre en concertation avec le Coordonnateur SPS

Contraintes d'environnement de site

Présence d'amiante dans les existants

Réglementation :

Tout maître d'ouvrage ou propriétaire est tenu, selon l'article R4412-1 à R4412-160 du code du Travail, de procéder à l'évaluation des risques chimiques, cancérigène mutagène et reprotoxique, liés à son bâtiment, et donc d'identifier tous les polluants potentiellement présents dans les zones objets des travaux, tels que l'amiante ou le plomb.

Recherche de présence d'amiante dans la voirie :

Dans le cadre de l'opération, la C.SPS indique que le maître d'ouvrage a l'obligation de réaliser un repérage avant travaux avec prélèvements destructifs sur le bitume, les réseaux (canalisation en fibro-ciment) et autres ouvrages en béton, datant d'avant 1997 (suivant l'Arrêté du 26 juin 2013 relatif au repérage des matériaux et produits de la liste C contenant de l'amiante).

Transmettre le RRAAT à la C.SPS.

Recherche de présence d' hydrocarbures aromatiques polycycliques

Les hydrocarbures aromatiques polycycliques (HAP) sont des molécules toxiques classées CMR (agent cancérigène, mutagène, et repro-toxique). Des teneurs élevées de HAP peuvent être rencontrées dans des couches de chaussées, des goudrons ou bitume-goudrons et des additifs fluxants pour la fabrication des enrobés ayant été utilisés pour certains jusqu'en 2005. C'est pourquoi, la réglementation relative aux déchets a défini des seuils de teneurs en HAP à la fois pour le recyclage des enrobés et pour leur élimination dans des installations de stockage.

La directive 2003/33/CE définit les installations de stockage par type de déchet et l'annexe III de la directive 2008/98/CE définit les priorités qui rendent les déchets dangereux (1). En dessous de 50 ppm (ou mg/kg), les enrobés peuvent être recyclés à chaud, à froid ou déposés en installation de stockage de déchets inertes (ISDI). Entre 50 ppm et 500 ppm, les enrobés peuvent être recyclés à froid ou déposés en installation de stockage de déchets non dangereux (ISDND). Au-delà, de 500 ppm, les enrobés ne peuvent pas être recyclés et devront être orientés vers des ISDND ou des installations de stockage de déchets dangereux (ISDD).

Le repérage des HAP est donc nécessaire pour valoriser ou éliminer les déchets d'enrobés de chaussées. (1) Le guide Cerema « Acceptabilité environnementale de matériaux alternatifs en technique routière » fixe les seuils de teneur en HAP à 50 ppm et 500 ppm pour le recyclage des enrobés respectivement à chaud et à froid.

Transmettre le diagnostique HAP en cas de démolition de la voirie.

Voir détail dans l'annexe "Présence d'amiante"

Présence de plomb dans les existants

Transmettre le diagnostic Plomb avant travaux à la C.SPS.

Voir détail dans l'annexe "Présence de plomb"

Présence de silice dans les existants

Voir détail dans l'annexe "Présence de silice"

3.1. Accès au site et réseaux provisoires

OBLIGATION DE REALISATION DES VRD AU PREALABLE DE L'OPERATION :

Code du travail. travail, art. R. 4533-1 et suivants

« Lorsque le montant d'une opération de construction de bâtiment excède 760.000 €, le chantier relatif à cette opération dispose, en un point au moins de son périmètre, d'une desserte en voirie, d'un raccordement à des

réseaux de distribution d'eau potable et d'électricité, d'une évacuation des matières usées, dans des conditions telles que les locaux destinés aux travailleurs du chantier soient conformes aux dispositions qui leur sont applicables en matière de santé et de sécurité au travail.

Le maître d'ouvrage prend les mesures nécessaires, avant toute intervention des entrepreneurs et des sous-traitants sur le chantier dans les conditions prévues à la présente section. »

Intervenants : M.O

MISE A DISPOSITION EN LIMITE DE CHANTIER, LA POSSIBILITE AUX ENTREPRISES D'EFFECTUER LEURS BRANCHEMENTS PROVISOIRES DE CHANTIER :

- électricité, eau potable, téléphone
- la gestion est prise en charge par les entreprises via un compte prorata

A effectuer au préalable pendant le mois de préparation du chantier

Intervenants : M.O / En coordination avec Lot VRD

Dispositions à respecter

L'entreprise prend en compte l'ensemble des dispositions annoncées obligatoires pour la réalisation de l'opération à savoir :

- Faire réaliser des voies d'accès praticables et éclairées pour les véhicules et pour les piétons jusqu'au périmètre d'emprise du chantier (prolongées jusqu'aux locaux destinés aux salariés).
- Faire réaliser le raccordement à un réseau d'eau potable alimentant les cantonnements.
- Faire réaliser le raccordement à un réseau de distribution électrique (la puissance installée doit être suffisante pour répondre aux besoins des cantonnements).
- Faire réaliser l'évacuation des eaux usées. La solution à privilégier est le branchement définitif à l'égout.

ACCES AU CHANTIER

Les entreprises auront accès au chantier, aux zones de livraisons et à la base vie par la voirie du camp, permettant le passage d'un camion (portail d'accès au chantier à ouvrir et à refermer après chaque passage).

- Accès depuis la RN 197 (voir plan d'accès Gros Œuvre) par un portail existant qui sera ouvert et fermé par le 2eme REP

- Règle de priorités dans la zone d'interférences entre les utilisateurs et les véhicules des travailleurs du chantier : Dans tous les cas de figures se sont les personnels du camp qui ont la priorité sur les personnels du chantier.

Les véhicules légers de l'entreprise se gareront sur les parkings prévus sur le plan d'installation. Concernant l'utilisation des voies du camp, assurer l'entretien et la propreté de celles-ci.

Intervenant : lot G.O



3.2. Emprise de chantier

3.2.1. Clôture et portail

Le chantier se situe sur l'emprise d'un site militaire en activité, de voies sous circulation et de zones sous exploitation. Il importe donc de clôturer les limites mitoyennes et de veiller à ce que le chantier ne crée aucune nuisance ou désordre sur les propriétés ou activités dans un périmètre environnant l'opération (gêne d'accès, bruit, poussière, fumées, etc.).

- Le chantier doit être rendu et maintenu clos et indépendant vis à vis des tiers durant toute l'opération
- L'entreprise principale met en place un dispositif de clôture en périphérie du chantier dès le début des travaux afin d'isoler le chantier des zones accessibles au public

- les clôtures existantes pourront être intégrée au dispositif

En dehors des heures de travail, le chantier doit être hermétiquement clos.

POSE EN LIMITE DE CHANTIER DES CLOTURES DU CHANTIER

- Clôtures opaques et jointives et ont une hauteur de 2,00 m pour les clôtures extérieures et conformes aux prescriptions du fabricants
- Aspect propre et non bosselé des clôtures
- Pose d'un portail pour mettre l'accès au chantier fermant à clé
- Pose d'un portillon de même type

IMPLANTATION DE LA CLOTURE :

- selon le plan de principe d'installation de chantier soumis au C.SPS.

ENTRETIEN DE LA CLOTURE :

- L'entretien, la dépose de cette clôture, du portail et du portillon et la remise en état du terrain à la fin du chantier seront assurés par le titulaire du lot

Intervenant : lot G.O

3.2.2. Accès

L'accès au chantier du personnel s'effectuera par un portail prévu à cet effet. L'entreprise titulaire du lot aura la charge de la gestion des accès au chantier et donc de mettre en place une procédure qui permet la vérification des personnels autorisés à pénétrer le chantier.

METTRE EN PLACE UNE PROCEDURE QUI PERMET LA VERIFICATION DES PERSONNELS AUTORISES A PENETRER LE CHANTIER, à titre d'exemple :

- Port de la carte de la fédération du BTP OBLIGATOIRE
- La carte du BTP des compagnons pourra faire l'objet d'un contrôle
- Demander à toutes les entreprises de tenir à jour sur le chantier la liste des personnels présents
- Faire établir un protocole d'accès pour les opérations de chargement et déchargement des fournisseurs ou faire établir dans le PPSPS les conditions d'accès des fournisseurs. (DHOL)
- Faire isoler par des barrières de protection toute zone de chantier dangereuse et non contrôlée
- Contrôle visuel des intrusions intempestives par le ou les responsables du chantier.
- Signalisation aux accès de la zone.
- En cas d'absence de PPSPS, l'entreprise ne sera pas autorisée à pénétrer sur le chantier même si son délai d'exécution est court

PERSONNES AUTORISEES A ENTRER SUR LE CHANTIER :

- Les entreprises Titulaires et sous-traitantes
- Les personnes liées par contrat à la conception et réalisation de l'opération : Maître d'Ouvrage, Maître d'Œuvre, OPC, CSPS, contrôleur technique, entrepreneurs notifiés, sous-traitants, fournisseurs
- Les personnes extérieures à la réalisation : visiteurs autorisés par le maître d'ouvrage, services publics
- Les personnes autorisées par une disposition légale ou réglementaire : Inspection du Travail, CRAM, OPPBTP, pompiers, services de police, médecin du travail

GARDIENNAGE DU CHANTIER

- L'entreprise titulaire du lot contrôle l'accès au chantier.
- Pour les périodes hors activité du chantier (ex : intempéries, congés) : mettre en place une surveillance de la signalisation et du chantier.
- Remettre en état la signalisation ou/et la voirie dans l'emprise du chantier en cas de besoin.

Intervenant : lot G.O

Bâtiments environnants : servitudes particulières :

- En raison de la présence d'une aire de stationnement d'hélicoptères à proximité du chantier (environ 100m) la grue à tour doit être équipée d'un balisage lumineux visible de jour comme de nuit.
- Maintien des activités et du fonctionnement du camp :
 - ☐ Maintien des accès et des réseaux.
 - ☐ Limitation du bruit relatif aux travaux envisagés
 - ☐ Précaution à prendre pour les dégagements et projections de poussières relatives aux travaux

- ☐ Limitation de la vitesse dans l'enceinte du camp.
- ☐ Tenir compte du Plan De Prévention réalisé avec le responsable prévention du camp
- ☐ Tenir compte du règlement intérieur du 2eme REP

Réseaux :

Nature et localisation des réseaux enterrés et aériens connus, à ce jour :

- ☐ effectuer les démarches obligatoires :

Pour tous travaux à proximité de réseaux enterrés ou aériens, les entreprises sont tenues de se renseigner sur l'existence et de la localisation de ces ouvrages ou réseaux auprès des différents concessionnaires :

- ☐ DICT. : demande auprès du Camp
- ☐ Plans de récolements (fournis par le camp).
- ☐ Sondages.
- ☐ Demande de renseignements.
- ☐ Proximité de l'aéroport : effectuer les démarches auprès de Direction Départementale de l'Aviation Civile pour tout montage d'engin de levage type grue.

3.2.3. Circulations

Les circulations doivent être transcrites sur le PIC (plan d'installation de chantier) pour chacune des phases.

L'entreprise principale réalise et maintient les voies de circulation sur le chantier, conformes et accessibles, en concertation avec le maître d'œuvre et le CSPS (et l'exploitation sur site occupé) .

En aucun cas l'entreprise ne doit minimiser les conditions de circulation sur le site en matière de sécurité et d'exploitation.

3.2.4. Signalisation**POSE DES PANNEAUX REGLEMENTAIRES DE VOIRIES**

- Mettre en place à l'entrée du chantier de panneaux « Chantier Interdit au Public » et « Port des E.P.I. Obligatoire » « sortie de camion »

- Mettre en place de signalisation provisoire de chantier pendant l'activité du chantier et hors activité du chantier et pendant toute la durée du chantier à la sortie de la zone de stockage et de la- base vie

POSE DU PANNEAUX DES INTERVENANTS DU CHANTIER :

R.8221-1 du code du travail

- Mettre en place à l'entrée du chantier un panneau indiquant les intervenants du chantier et le numéro de permis de construire /démolir

AFFICHAGES REGLEMENTAIRE DANS LA BASE VIE :

- Afficher dans la base vie les horaires du chantier

- Le numéro des secours

- La déclaration préalable du chantier

Intervenant : lot G.O

3.2.5. Stationnements

Le stationnement des véhicules sur chantier se fait sur les zones réservées à cet effet et figurant sur le plan d'installation de chantier dans la limite des places disponible et toujours dans le sens du départ. En aucun cas le stationnement ne doit nuire à la circulation sur chantier (notamment l'accès des secours)

Les places de stationnement allouées au besoin du chantier sont portées sur le plan d'installation de chantier. En cas de difficulté de par la configuration du chantier ou l'environnement, les entreprises privilégient la mise en commun du transport et se renseigner pour reverser des places de stationnement auprès de la mairie ou des riverains. La réalisation des emprises des parkings définitif est à privilégier pour un bon usage en cours de chantier avec la mise en place des mesures conformes.

Notamment les parkings existants ne peuvent être utilisé que sous accord de la maîtrise d'ouvrage et de la

maîtrise d'œuvre,.

Les entreprises prennent en compte les conditions de Stationnement sur le chantier pour les besoins de livraison. Le stationnement pour les livreurs n'est autorisé que pour le temps de la livraison.

Il est précisé que le stationnement hors emprise chantier s'effectue sous la responsabilité des entreprises.

Le stationnement ne peut entraver le fonctionnement normal du chantier et notamment les voies de circulation affectée au secours. Les livraisons doivent ainsi être limitée en temps et planifiée avec le maître d'œuvre et le CSPS dès lors ou celles-ci durent plus d'un quart d'heure.

3.2.6. Stockage

- L'entreprise définit en concertation avec l'exploitant des zones de stockage sur les parkings à proximité du bâtiment afin d'assurer un transit direct à l'intérieur du chantier depuis la zone de stockage vers le poste de travail

- les zones de stockages sont clôturées et dispose de l'affichage réglementaire vis à vis du personnel et des tiers

- tout stockage dans les bâtiments est limité aux besoins quotidiens des travaux

- tout stockage en toiture doit être limité à la charge admissible et lesté

- tout stockage de produit dangereux (selon fiche toxicologique) fait l'objet d'une déclaration au MOe et respecte les prescriptions du fabricant

Les aires de stockages seront définies sur le plan d'installation de chantier. Celles-ci peuvent évoluer en cours de chantier en dimension et positionnement.

Toutefois dans tous les cas l'entreprise doit prendre en compte les points suivant afin de définir une zone de stockage adaptées à ces approvisionnements :

- la nature et les quantités de produits livrer à manutentionner,

- l'origine des produits,

- le mode de livraison et le conditionnement envisagés,

- la sensibilité aux vols et aux dégradations,

- le planning des travaux et des livraisons,

- les contraintes éventuelles des fournisseurs,

- les contraintes en termes d'accès, de circulation et de stockage, en lien avec le planning

- les moyens de manutention et de distribution dans l'ouvrage, en lien avec le planning

- la nature et la quantité de déchets produits et les moyens d'évacuation.

Pour toute zone de stockage, l'entreprise doit

- Mettre en place un balisage et une signalisation spécifique

- Disposer les protections collectives afin de garantir la sécurité des intervenants

- Interdire tout stockage superposé, non stabilisé, dont le support n'est pas résistant

- S'assurer des conditions de dépose et reprise des matériaux stockés en toute sécurité, et notamment du dispositif de manutention (grue, engins,)

- Ne pas interférer avec l'environnement

- S'assurer que les matériaux sont lestés et non susceptibles de s'envoler par grand vent

- S'assurer que les matériaux ne sont pas susceptibles de se déverser sur le domaine public, par la mise en place de bac de rétention avec plinthe

Tout stockage ne respectant pas les principes énoncés est interdit, notamment les stockages

- en tête de talus non protégé, ou dont la stabilité n'a pas été justifiée par l'entreprise

- sur un ouvrage en porte à faux, ou à surcharge limitée ou pour lequel la résistance et tenue n'a pas été justifiée par l'entreprise

- sur les circulations

- au poste de travail non adapté en conséquence

- sur les zones soumises au vent ou aux intempéries pouvant altérer la nature et le conditionnement

- pouvant présenter des risques pour l'environnement et dépourvu de mesures conservatoires (balisage, signalisation du risque,)

- etc

3.2.7. Réseaux provisoires du chantier (hors base-vie)

Le chantier doit disposer d'une alimentation en eau et en électricité dédiée pour les besoins spécifiques des

travaux

L'entreprise principale :

- assure l'intégrité et la maintenance de toutes les alimentations et équipements existants pendant la durée des travaux de façon à assurer la continuité de l'exploitation.
- prend en charge les modifications rendues nécessaires aux abords du chantier, des réseaux de circulation des piétons et des véhicules, et des réseaux , induites par le chantier.
- réalise les démarches nécessaires auprès de l'exploitant et des concessionnaires afin d'assurer les consignations préalables des réseaux (aériens ou enterrés) nécessaires aux travaux.
- assure la signalisation des réseaux en service
- assure l'installation de tous les réseaux nécessaires et réglementaires pour la bonne exécution du chantier , et en concertation avec l'exploitant pour les réseaux communs ou interférents

Les Réseaux provisoires comprennent notamment les équipements suivants :

- Téléphone
- Eau potable
- Assainissement
- Électricité / Éclairage
- Ventilation
- Incendie (selon concertation avec les services de secours)

3.2.8. Cantonnements et entretien

Le titulaire du lot G.O mettra en place la base vie et procédera à la mise en commun avec les autres entreprises intervenantes sur le chantier de l'utilisation de la base vie, à titre gratuit ou gérée par la mise en place d'un compte prorata qui sera géré par le maître d'ouvrage..

La conception, l'installation, l'utilisation et le repli des cantonnements de chantiers doivent respecter, les dispositions suivantes :

- L'opération fait l'objet d'une évaluation de l'effectif de l'ordre de : CF \$ 1.1.,5
- les infrastructures telles que la base vie sont à dimensionner sur la base d'un effectif de pointe à évaluer lors du lancement de l'opération en concertation avec les entreprises.

Le dimensionnement de la base vie évolue tout au long de l'opération en fonction de la courbe d'effectif globale de l'opération de façon à répondre aux exigences réglementaires en termes de moyens, de confort, d'hygiène et de salubrité à tout moment jusqu'à la réception.

Toute occupation d'installation existante ou mise à disposition éventuelle par le Maître d'Ouvrage ou un tiers doit faire l'objet d'un protocole entre les parties afin de garantir les règles de mise à disposition (conformité des installations, entretien, remise en état).

Une salle de réunion : Un bungalow simple

Il sera équipée de :

- Tables et chaises pouvant accueillir jusqu'à 08 personnes
- Présence de sanitaire

Les Vestiaires : mis à disposition par le REP –Un bungalow simple

Les Vestiaires et lavabos seront installés dans un local spécial à proximité du passage des travailleurs (articles R4228-2, R4228-3, R4228-4 et R4228-5 du code du travail):

- Éclairé
- Chauffé en saison froide
- Sol et parois facilement nettoyables
- Aéré conformément aux articles R4222-4, à R4222-10, R4412,149 et R.4412-150, R4222-11 à R4222-17, R4222-20 et R4222-21 du code du travail
- Maintenu en état constant de propreté
- Installations séparées si personnel mixte
- Si vestiaire et lavabos dans locaux séparés, communication entre eux sans passer par l'extérieur ni par les lieux de travail et de stockage
- Composition des Vestiaires (article R4228-6 du code du travail) :

- Sièges en nombre suffisant
- Armoires individuelles : ininflammables, à double compartiment et munies de serrure ou cadenas

Les Sanitaires : mis à disposition par le REP –Un bungalow simple

- Lavabos (article R4228-7 du code du travail) :
- 1 lavabo pour 10 travailleurs
- Eau potable
- Température réglable
- Moyens de nettoyage
- Moyens de séchage ou d'essuyage, changés ou entretenus chaque fois que nécessaire.
- 1 cabinet et 1 urinoir pour 20 salariés
- Chasse d'eau
- Éclairage
- Chauffage en saison froide
- Sols et parois imperméables et facilement nettoyables
- portes pleines munies d'un loquet intérieur décondamnable de l'extérieur
- Évacuation des effluents conformes aux règlements sanitaires
- Absence de dégagement d'odeurs et aération conforme aux articles R4222-4 à R4222-10, R4412-149 et R4412-150, R4222-11 à R4222-17, R4222-20 et R4222-21 du code du travail
- 1 cabinet au moins équipé d'un point d'eau
- Papier hygiénique
- Installations séparées en cas de personnel mixte
- Douches : Obligatoires pour tous chantiers où s'effectuent des travaux insalubres ou salissants listés à l'annexe à l'arrêté du 23/07/1947 modifié (article R.4228-8 du code du travail). Ex. : travaux au jet de sable, travaux exposant aux poussières d'amiante, au plomb, etc.

Réfectoire : un bungalow

Si moins de 25 travailleurs prennent leur repas sur le chantier, mise à disposition d'un emplacement de restauration présentant de bonnes conditions d'hygiène et sécurité, soit au minimum (articles R4228-22 à R4228-24 du code du travail et article R4534-142 du code du travail) :

- Tables + chaises
- Réchaud
- Garde-manger
- Réfrigérateur si possible
- Maintien en état constant de propreté

Tous ces locaux seront correctement éclairés, raccordés selon leur destination aux évacuations et alimentés en eau.

Les entreprises devront confirmer leurs besoins à l'entreprise titulaire qui établira le plan d'installation de chantier.

Intervenant : lot G.O**3.3. Nettoyages (hors cantonnement)**

L'entreprise doit assurer le nettoyage de toutes les salissures qu'elle génère dans et hors chantier, au quotidien.

La propreté du chantier est un élément important de SECURITE et de PRODUCTIVITE. C'est pourquoi cette tâche, obligation des entreprises, doit être particulièrement contrôlée par l'encadrement de chantier.

Pour être efficace, la tâche propreté doit être accompagnée par une autre tâche très importante qui est celle de l'évacuation des déchets, gravois, emballages. Au quotidien et en tout point du chantier. Cette évacuation s'effectue au poste de travail et sur les circulations, par des moyens appropriés pour conserver à l'environnement l'état de propreté exigé (goulotte, sacs, et seaux). Leur mise en dépôt à l'extérieur du bâtiment se fait en un endroit désigné d'un commun accord avec la maîtrise d'œuvre et le Coordonnateur SPS.

Chaque entreprise effectue le nettoyage complet :

- sur sa zone d'intervention
- sur tous les abords,
- de façon périodiques selon la nature des déchets et gravois.

- jusqu'à la mise en bennes à ordures gérés par l'entreprise principale (enlèvement réguliers jusqu'à la réception des travaux) ,

- selon le type de déchets à évacuer (peinture, colles, produits inflammables) dans le cadre du tri sélectif

Sur simple constat de la maîtrise d'ouvrage, de la maîtrise d'œuvre ou du Coordonnateur SPS, et sans mise en demeure préalable, ces derniers peuvent faire procéder aux modifications des stockages ou des nettoyages qu'ils jugent nécessaires par une entreprise du chantier ou extérieure. Les frais résultants sont alors imputés à l'entreprise défaillante.

Le stockage et l'évacuation des déchets prend en compte les recommandations figurant sur les fiches de données sécurité.

3.3.1. Projet de plan d'installation de chantier

Le maître d'ouvrage s'assure auprès du maître d'œuvre que les contraintes et obligations découlant, pour les entreprises, des mesures de prévention et de coordination mentionnées à l'article R. 4532-44 sont transcrites dans les pièces constituant le DCE et celui des sous-traitants.

Ainsi Le plan général de coordination est joint aux autres documents remis par le maître d'ouvrage aux entrepreneurs qui envisagent de contracter.

Le coordonnateur SPS collabore avec le maître d'œuvre à la transcription par celui-ci, sous forme de plan, du projet d'installation de chantier.

3.3.2. Plan d'installation de chantier

Préalablement à l'exécution des travaux, l'entreprise **LOT N°01 - Gros-œuvre et Menuiserie** soumet à l'accord du Maître d'Œuvre et du Coordonnateur SPS le plan de circulation et le plan des installations de chantier (plan porté au registre journal) qui doivent préciser la localisation :

Préalablement à l'exécution des travaux, **l'entreprise Lot G.O** soumet à l'accord du Maître d'Œuvre et du Coordonnateur SPS le plan de circulation et le plan des installations de chantier (plan porté au registre journal) qui doivent préciser la localisation :

- des barrières et clôtures de chantier
- des conduites enterrées et aériens, et de tous réseaux provisoires , définitifs impactant l'organisation du chantier
- des clôtures et protections définitives , existante ou temporaires,
- des parkings pour les véhicules de chantier,
- des installations destinées aux sanitaires, vestiaires et réfectoires,
- des installations de la salle de réunion et des différents bureaux,
- recettes (plans des façades),
- des zones dégagées et prévues pour recevoir les échafaudages ou la circulation de nacelles,
- de l'emplacement des zones de stationnement, personnel et entreprises,
- de l'emplacement des moyens de secours et d'appel,
- du point de rassemblement en cas d'évacuation générale du chantier,
- du point de rencontre pour accueil des services de secours,
- des zones de stockage et de préparation, y compris zones de rétention
- de l'emplacement des bennes à déchets,
- de l'emplacement de l'aire de rinçage des toupies, et nettoyage camion
- des accès provisoires au bâtiment,
- de l'emplacement de la grue ,
- des zones d'interdiction de survol des charges et l'implantation possible de la grue avec les zones d'évolution de la flèche et de la contre flèche,
- de l'emplacement de l'armoire générale électrique de chantier et des coffrets divisionnaires.

La fourniture, l'installation et l'entretien des divers éléments nécessaires à ces différentes installations sont à la charge de l'entreprise Principale y compris le fléchage pour indiquer le chantier ainsi que la signalétique de sécurité.

Le plan d'installation de chantier doit préciser les dispositions prévues à l'égard des secours notamment :

- Les points d'accès des secours (voies, portes, repérages en façades),
- Les voies de circulation (gabarit et contraintes)
- Les réseaux existants et positionnement des dispositifs de consignation
- les points de rencontre dans le cas des procédures d'évacuation

Pour les sites occupés, il est mentionné les interférences avec l'exploitation (personnel, public) précisant :

- Les circulations et croisements de flux
- Les dispositifs spécifiques à l'exploitation (accès, réseaux, consignation, dispositif de lutte contre l'incendie, alarmes.)
- Les notices de sécurité et procédures spécifiques à l'établissement
- Les numéros d'urgence à contacter en cas d'accident afin d'harmoniser les procédures de secours entre le chantier et l'exploitant.

Concernant les équipements de circulation verticale (échafaudages, pont volants), l'évacuation des personnes en cas d'incident ou de panne mécanique et l'organisation des secours doivent faire l'objet de procédures spécifiques établies avant le commencement des travaux

La fourniture, l'installation et l'entretien des divers éléments nécessaires à ces différentes installations sont à la charge de l'entreprise Lot G.O y compris le fléchage pour indiquer le chantier ainsi que la signalétique de sécurité.

La fourniture, l'installation et l'entretien des divers éléments nécessaires à ces différentes installations sont à la charge de l'entreprise **LOT N°01 - Gros-œuvre et Menuiserie** y compris le fléchage pour indiquer le chantier ainsi que la signalétique de sécurité.

3.4. Tableau récapitulatif des mesures d'organisation générale de chantier

Poste	Réalisé par ?	Géré par ?	Echéance de fin
Clôture et portail	LOT N°01 - Gros-œuvre et Menuiserie	LOT N°01 - Gros-œuvre et Menuiserie	RECEPTION DU CHANTIER
Accès	LOT N°01 - Gros-œuvre et Menuiserie	LOT N°01 - Gros-œuvre et Menuiserie	RECEPTION DU CHANTIER
Circulations	LOT N°01 - Gros-œuvre et Menuiserie	LOT N°01 - Gros-œuvre et Menuiserie	RECEPTION DU CHANTIER
Signalisation	lot n°02 : G.O	LOT N°01 - Gros-œuvre et Menuiserie	RECEPTION DU CHANTIER
Stationnement	LOT N°01 - Gros-œuvre et Menuiserie	LOT N°01 - Gros-œuvre et Menuiserie	RECEPTION DU CHANTIER
Stockage	LOT N°01 - Gros-œuvre et Menuiserie	LOT N°01 - Gros-œuvre et Menuiserie	RECEPTION DU CHANTIER
Réseaux provisoires de chantier	LOT N°01 - Gros-œuvre et Menuiserie	LOT N°01 - Gros-œuvre et Menuiserie	RECEPTION DU CHANTIER
Coffret électrique général	lot n°02 : G.O	LOT N°01 - Gros-œuvre et Menuiserie	RECEPTION DU CHANTIER
Coffret divisionnaire et éclairage	LOT N°01 - Gros-œuvre et Menuiserie	LOT N°01 - Gros-œuvre et Menuiserie	RECEPTION DU CHANTIER
Cantonnement	LOT N°01 - Gros-œuvre et Menuiserie	LOT N°01 - Gros-œuvre et Menuiserie	RECEPTION DU CHANTIER
Infirmier de chantier			
Nettoyage hors cantonnement	TCE	TCE	RECEPTION DU CHANTIER
PIC	LOT N°01 - Gros-œuvre et Menuiserie	LOT N°01 - Gros-œuvre et Menuiserie	RECEPTION DU CHANTIER
Protections collectives	LOT N°01 - Gros-œuvre et Menuiserie	LOT N°01 - Gros-œuvre et Menuiserie	RECEPTION DU CHANTIER
Accès hauteur communs	LOT N°01 - Gros-œuvre et Menuiserie	LOT N°01 - Gros-œuvre et Menuiserie	RECEPTION DU CHANTIER
Déchets - Gravats	LOT N°01 - Gros-œuvre et Menuiserie	LOT N°01 - Gros-œuvre et Menuiserie	RECEPTION DU CHANTIER

4. MESURES DE COORDINATION SPS

4.1. Définition des séquences d'interventions

Décomposition des interventions et remarques en termes de coactivités en concertation avec le maître d'œuvre.

Séquence(s)	calendrier hypothèse	Tâche(s) / lot(s)	Danger(s)	Essentiel(s) de la séquence
1 PHASE 0 : VRD DU HANGAR POMFERTER		VRD : DEMOLITION	Engins et matériels Travail en hauteur Contact électrique direct ou indirect Inhalation poussières Stabilité, renversement Plomb	Engins. Chute de hauteur. Réseaux existants DICT Poussières Eboulement La maitrise d'ouvrage doit faire réaliser un diagnostic concernant notamment la peinture des structures. Le diagnostic sera intégré en annexe du présent PGC, dès réception.
		VRD : TERRASSEM ENT	Engins et matériels Stabilité, renversement Déplacement de plain-pied	Flux de circulation. Stabilité provisoire. Chute de plain-pied.
		VRD : ELECTRICIT E	Contact électrique direct ou indirect Contact électrique direct ou indirect Contact électrique direct ou indirect	. Une procédure de consignation doit être formalisée .
2 PHASE 1 : CONSTRUCTI ON DU HANGAR POMFORTER		GROS EUVRE	Engins et matériels Multi danger Rupture, effondrement Multi danger Engins et matériels Déplacement de plain-pied Contact électrique direct ou indirect Rupture, effondrement Rupture, effondrement Collision, heurt Chute et heurt avec charge en mouvement Contraintes météorologiques Réseaux Chute d'objets, éclats Déplacement de plain-pied Travail en hauteur Contraintes météorologiques Engins et matériels Chute et heurt avec charge en mouvement	Circulations Engins . PV de consignation des fluides Diagnostic amiante avant travaux Note de calcul Fiche de suivi des déchets . Pas travaux en superposition Ne pas circuler en dehors des cheminements balisés.Porter un gilet réfléchissant . . Pompage

				<p>Balisage</p> <p>Chute de plain pied.</p> <p>Protection collectives.</p> <p>METEO</p> <p>Engins CACES</p> <p>chute</p>
		INSTALLATI ON ELECTRIQU E	<p>Déplacement de plain-pied</p> <p>Contact électrique direct ou indirect</p> <p>Contact électrique direct ou indirect</p> <p>Eclairage</p>	<p>.</p> <p>.</p> <p>.</p> <p>Eclairage</p>
		CHARPENTE ET BARDAGE METALLIQUE	<p>Engins et matériels</p> <p>Chute et heurt avec charge en mouvement</p> <p>Contraintes météorologiques</p> <p>Contraintes météorologiques</p>	<p>Phasage organisationnel à respecter.</p> <p>Ne pas travailler ni circuler dans la zone de danger.</p> <p>Arrêt des travaux en cas de conditions météorologiques défavorables.</p> <p>METEO .</p>
		MENUISERIE S	<p>Manutention manuelle</p> <p>Travail en hauteur</p> <p>Stabilité, renversement</p> <p>Travail posté</p> <p>Déplacement de plain-pied</p>	<p>Verre.</p> <p>Travail en hauteur</p> <p>Chute d'objet.</p> <p>Poste de travail.</p> <p>Chute de plain pied.</p>
		METALLERIE SERRURERI E	<p>Chute d'objets, éclats</p> <p>Travail en hauteur</p> <p>Stabilité, renversement</p> <p>Manutention manuelle</p> <p>Engins et matériels</p> <p>Contact électrique direct ou indirect</p>	<p>Chute .</p> <p>Respect des protections collectives</p> <p>Stabilité .</p> <p>Survol.</p> <p>Recette .</p> <p>Electrique .</p>
		ELECTRICIT E CFO-CFA	<p>Contact électrique direct ou indirect</p> <p>Travaux à point chaud</p> <p>Travail posté</p> <p>Déplacement de plain-pied</p>	<p>Consignations des réseaux</p> <p>Points chaud.</p> <p>Poste de travail.</p> <p>Chute de plain pied..</p>

		PEINTURE	Stabilité, renversement Travail posté Produits dangereux Déplacement de plain-pied	Stabilité Poste de travail. Produits dangereux. Chute de plain pied.
--	--	----------	---	---

4.2. Analyse de risques

Séquence : 1 - PHASE 0 : VRD DU HANGAR POMFORTER

VRD : DEMOLITION

Dangers en relation avec la co-activité	Mesures de prévention à mettre en œuvre par le titulaire de la tâche	Mesures de prévention à mettre en œuvre par les autres entreprises
Engins et matériels	<ul style="list-style-type: none"> - planifier les travaux et réaliser la mise en place des dispositifs et dispositions en matière de sécurité (balisage, signalisation, accès , circulation...) . - Le personnel doit détenir une Autorisation de conduite pour les engins de manutention et levage (CACES,...) et un autorisation de conduite de l'employeur - Tenue à jour du Registre des vérifications périodiques à jour pour chaque engin.(Camions avec avertisseurs de reculs obligatoire en cas de marche arrière) 	<ul style="list-style-type: none"> - Respecter le balisage des zones à démolir , et prendre en compte la planification de la démolition pour éviter toute coactivité
Travail en hauteur	<p>L'entreprise titulaire du lot terrassement supprime les risques de chutes de hauteur dans les tranchées en fond de fouilles et prend les dispositions pour :</p> <ul style="list-style-type: none"> > éviter le risque d'ensevelissement en stabilisant les pieds et les têtes de talus. > éviter le risque de chute de plain-pied en rendant accessible de plain-pied le fond de fouille et faciliter ainsi les manutentions et les conditions d'approvisionnement. Interdire toute intervention de plain-pied sur les ouvrages en cours de démolition (stabilité , chute,) > baliser le périmètre de sécurité selon courbe de chute , à l'aplomb des zones d'intervention (4m pour des travaux à plus de 6m de hauteur) 	<ul style="list-style-type: none"> - Ne pas franchir le balisage interdisant l'accès à la zone en cours de démolition - Ne pas déposer les protections collectives en périphérie ou aux abords des zones de démolition. - prendre en compte le périmètre de sécurité estimé selon la courbe de chute des matériaux
Contact électrique direct ou indirect	<ul style="list-style-type: none"> - Obtenir les Pv(s) des consignations des différents réseaux (EDF/EAUX/GAZ/FT et autres), avant tous travaux de démolitions. 	<ul style="list-style-type: none"> - Obtenir les Pv(s) des consignations des différents réseaux (EDF/EAUX/GAZ/FT et autres), avant tous travaux de démolitions.
Inhalation poussières	<p>SILICE : Déterminer les modes opératoires permettant de supprimer le risque par des travaux de démolition des ouvrages béton :</p> <p>Prendre les mesures de prévention et mettre à disposition des intervenants sur le chantier les protections collectives et les protections individuelles appropriées parmi lesquelles et notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Protections collectives : - Isolation des zones de travaux (confinement, sas, zones tampon, protection des sols, ...) - Aspiration à la source (outillage électroportatif,) - Évacuation des déchets (respect des filières) - Protections individuelles : - des voies respiratoires (masques adaptés à ventilation assistée, ½ masque, masque jetable,) - Du corps : combinaison jetable - Des mains : gants adaptés 	<ul style="list-style-type: none"> - Pas d'intervention sur les zones en cours de démolitions. - Obtenir l'accord de la maîtrise d'œuvre pour intervenir dans les zones périphériques (stabilité, propagation de poussière , bruit , vibration, ...) .
Stabilité, renversement	<p>Les phases provisoires concernent entre autre, les démolitions terrassements, les dispositifs de tenue des terres, et d'une façon générale toutes les phases de chantiers instaurées pour les besoin de la réalisation des ouvrages et n'ayant qu'une durée limitée dans le temps.</p> <p>Ces phases sont souvent génératrices d'accident compte tenu de leur caractère provisoire, et doivent de ce fait être prise en compte et détaillée par l'entreprise avec une grande rigueur, notamment dans le PPSPS.</p> <p>Toute phase provisoire doit faire l'objet d'une Analyse de risque de la part de l'entreprise concernée afin de mettre en oeuvre les intervenants sans nuire à la stabilité des ouvrages existants ou à réaliser. Les entreprises doivent anticiper les phases provisoires propres à leurs travaux et justifier de la stabilité de leurs ouvrages en phases intermédiaires. Elles doivent fournir à la maîtrise d'oeuvre pour validation, tous justificatifs tels que note de calcul,</p>	<p>La zone objet des travaux de démolition n'est rendu accessible aux intervenants autres que le lot démolition qu'après :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Purge de tous les ouvrages démolis - Évacuation des gravats - Nivellement des emprises - Mesures d'empoussièrement sans réserve.

Dangers en relation avec la co-activité	Mesures de prévention à mettre en œuvre par le titulaire de la tâche	Mesures de prévention à mettre en œuvre par les autres entreprises
	<p>plan de phasage, résultats d'essais in situ .</p> <p>De même, tout ouvrage définitif mis en oeuvre pendant le chantier, ne peut être utilisé pour les besoins du chantier, que dès lors ou il a été validé par la maîtrise d'oeuvre. Notamment, concernant les équipements de sécurité (ex points d'ancrage en toiture) ne peuvent être mis en service pour les besoins du chantier qu'après validation par la maîtrise d'oeuvre du dossier technique et de la mise en oeuvre, pouvant nécessiter dans certains cas des essais in situ.</p>	
Plomb	<p>En cas de dépose de matériaux contenant du plomb ou d'intervention susceptible de provoquer l'émission de poussières de particules en plomb, l'entrepreneur est tenu de mettre en œuvre des mesures collectives et individuelles de manière à protéger son personnel et à éviter la dissémination des poussières vers d'autres zones de travail. L'ensemble des mesures doit être détaillé dans le PPSPS de l'entreprise concernée.</p>	Accès interdit à la zone de travail.

VRD : TERRASSEMENT

Dangers en relation avec la co-activité	Mesures de prévention à mettre en œuvre par le titulaire de la tâche	Mesures de prévention à mettre en œuvre par les autres entreprises
Engins et matériels	<ul style="list-style-type: none"> - Vérifier la Conformité et l'entretien des engins et matériels, l'Autorisation de conduite, - Vérifier les dispositifs de sécurité sur chantier visant à éviter le renversement ou déversement des engins (Merlon ou chasse-roues en rive de talus., ...) 	<ul style="list-style-type: none"> - Ne pas intervenir dans le périmètre d'action (circulation, giration,) des engins de chantier
Stabilité, renversement	<p>Les terrassements (et travaux annexes d'étanchéité enterrées et de réseaux) doivent être planifiés au plus tôt afin de :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Supprimer les risques de chutes de hauteur dans les tranchées périphériques des bâtiments, - D'éviter le risque d'ensevelissement en stabilisant les pieds et les têtes de talus. - Éviter le risque de chute de plain-pied en rendant accessible de plain-pied les bâtiments et faciliter ainsi les manutentions et les conditions d'approvisionnement. <p>Le lot terrassement réalise toute sujétion met en place tout dispositif visant à assurer la stabilité des ouvrages réalisés pour la durée globale du chantier, tel que :</p> <ul style="list-style-type: none"> > La purge des têtes de talus > Les dispositifs de protections par bâches sur les talus > Les dispositifs d'écoulement des eaux jusqu'à l'extérieur du chantier avec mise en place d'un poste de décantation à raccorder sur le réseau public en accord avec les services de la mairie ou gestionnaire du réseau. > Les dispositifs de protection collective et balisage (stables et résistants) en tête de talus visant à matérialiser le risque de chute de hauteur. > Les dispositifs permettant d'accéder en fond de fouille ou de plates-formes sans risque de chute (rampe d'accès, escalier, escalier provisoire,...) <p>Toute variation des conditions météorologiques (pluie, orage,) pouvant entraîner une déstabilisation des talus et ouvrages à l'aplomb de la zone d'intervention, l'entreprise devant intervenir en pied de talus procède à un état des lieux et à une investigation de la stabilité des talus après chaque orage ou changement hydrologique constaté afin de s'assurer de leur stabilité. Aucune intervention en pied de talus n'est autorisée dès lors que des mouvements de terrains sont constatés. L'entreprise informe la maîtrise d'œuvre qui ordonne le cas échéant une étude de stabilité complémentaire auprès d'un BET géotechnique, seul ha habilité à valider les mesures</p>	<p>- Pas d'intervention aux pieds et en têtes des talus et terrassements si les protections collectives ne sont pas en place en têtes et dans les talus (respect de pentes et/ou protection).</p>

Dangers en relation avec la co-activité	Mesures de prévention à mettre en œuvre par le titulaire de la tâche	Mesures de prévention à mettre en œuvre par les autres entreprises
	<p>compensatoires et la méthodologie à mettre en œuvre pour intervenir en pied de talus.</p> <p>Lorsque, pour des raisons géologiques liées à la nature du sol, pour des raisons d'implantation dans des zones exiguës ou pour toutes autres causes d'origine technique ou économique, il est choisis de ne pas taluter 2 de haut pour 3 de base, une inspection commune doit être réalisée (conformément au code du travail) préalablement à toute intervention à venir avec le CSPS, la maîtrise d'ouvrage, la Maîtrise d'Œuvre et les autre corps d'état intervenant à ce stade (même si la nature du terrain semble ne pas présenter de risque d'éboulement ou de désordre pouvant provoquer une chute de roche). Le but de cette inspection est de définir et mettre en œuvre les procédés de travail permettant aux salariés d'intervenir en sécurité à proximité des parois des fouilles.</p> <p>Cette inspection consiste particulièrement à la réception des parois et à la rédaction sur le chantier, après contrôle de l'exécution des parois conformément au procédés de travail en sécurité et un examen minutieux des parois d'un document cosigné par un géotechnicien, mandaté par la maîtrise d'ouvrage, le représentant du terrassier et des entreprises intervenantes, autorisant à effectuer des travaux par des salariés à proximité des parois des fouilles. Le compte rendu de l'inspection commune préalable à une autorisation d'intervention après terrassement est transmis à la maîtrise d'ouvrage et au coordinateur de sécurité. Mesures techniques de prévention complémentaires à mettre en œuvre pendant le déroulement du chantier : Les représentant des entreprises intervenantes exposées aux risques d'ensevelissement ou d'éboulement consécutifs aux opérations de fouilles procèdent dès le début du chantier à un examen journalier de l'état des parois et le consignent sur un cahier d'inspection journalière. Si nécessaire, ils font procéder à l'écroulement du talus et à la purge d'éventuels blocs roches dans la paroi, à l'enlèvement ou à la stabilisation des blocs rocheux ou des matériaux et objets de toute nature se trouvant à proximité de l'emplacement ou les fouilles sont entreprises, lorsque leur équilibre risque d'être compromis, lors de l'exécution des travaux ou lors de conditions météo défavorables.</p> <p>Des blindages, des étais appropriés à la nature et à l'état des terres sont mis en place ou tous autres moyens d'efficacité équivalent supprimant les risques d'éboulement, de chute de pierres ou d'ensevelissement. Le mode opératoire de ces opérations de renforcement fera l'objet d'un document écrit adjoint au PPS de l'entreprise chargée de ces travaux. Un exemplaire du compte rendu de l'autorisation d'intervention après terrassement et du cahier d'inspection journalière est laissé sur le chantier à la disposition des agents du service de prévention CARSAT et organisme officiel : IT et OPPBTP</p>	
Déplacement de plain-pied	<p>- L'entreprise supprime les risques de chutes de hauteur dans les tranchées en fond de fouilles et prend les dispositions pour :</p> <p>> éviter le risque d'ensevelissement en stabilisant les pieds et les têtes de talus.</p> <p>> éviter le risque de chute de plain-pied en rendant accessible de plain-pied le fond de fouille et faciliter ainsi les manutentions et les conditions d'approvisionnement.</p> <p>- Pose des protections à l'avancement sur les ouvrages faisant l'objet d'un risque de chute de plain-pied (ouvrages enterrés, ...)</p>	Ne pas circuler sur les zones de terrassement non sécurisée .

VRD : ELECTRICITE

Dangers en relation avec la co-activité	Mesures de prévention à mettre en œuvre par le titulaire de la tâche	Mesures de prévention à mettre en œuvre par les autres entreprises
Contact électrique direct ou indirect	Consignation du réseau existant Intervention par personnel habilité Balisage des zones d'intervention, neutralisation du passage à proximité Fermeture des armoires et coffrets électrique de l'installation de chantier	Respect du balisage et neutralisation Interdiction d'intervenir dans les coffrets si pas habilité
Contact électrique direct ou indirect	Pour les travaux au voisinage de canalisations ou d'installations électriques, la mise hors tension des installations doit être privilégiées. Les travaux ne peuvent débuter qu'après consignation des installations avec remise d'une attestation de mise hors tension. Le rétablissement de la tension ne peut s'effectuer que sur la production d'une attestation de fin de travaux. Une procédure de consignation doit être formalisée	Les travaux ne peuvent débuter qu'après consignation des installations avec remise d'une attestation de mise hors tension.
Contact électrique direct ou indirect	Aucun travail sous réseau sous tension Personnel formé aux travaux électrique Habilitation électrique en cours de validité	.

Séquence : 2 - PHASE 1 : CONSTRUCTION DU HANGAR POMFORTER

GROS EUVRE

Dangers en relation avec la co-activité	Mesures de prévention à mettre en œuvre par le titulaire de la tâche	Mesures de prévention à mettre en œuvre par les autres entreprises
Engins et matériels	Séparation physique des accès piétons et engins. Stabilité de la zone d'évolution des engins (piste en dur). Nettoyage journalier des routes aux abords du chantier. Mise en place de toutes signalisations extérieures (Abord du bâtiment) et intérieures aux bâtiments, y compris accès public et chantier. Travaux en façade : Compactage et stabilité du sol à assurer préalablement aux travaux sur 3 m de large en périphérie du bâtiment pour sécuriser les interventions à l'aide d'échafaudage ou de nacelle.	Obtenir et respecter le plan de circulation. Etude du sol à obtenir.
Multi danger	Protection contre les blessures térrébrantes (les aciers en attente ne devront pas présenter de risques d'empalement)	.
Rupture, effondrement	L'entreprise du lot Gros Ouvre devra s'assurer avant de procéder aux travaux de démolition de la stabilité de la structure porteuse. Elle devra mettre en place tous les moyens d'étalement pour éviter les risque d'effondrement de l'ouvrage. Elle devra également mettre en place un balisage de sécurité au moyen de barrières afin d'éviter la présence de personnes durant la phase de démolition. Elle devra s'assurer de la consignation des fluides avant intervention	.
Multi danger	Les risques liés aux venues d'eau auront été au préalable appréhendés par l'entreprise de terrassement et s'il y a lieu, les matériels d'épuisement mis en place. En cas de présence d'eau polluée, l'entreprise titulaire concernée fera réaliser une analyse, les résultats au jour du sondage seront transmis au MOA, au MOE et au CSPS.	Ne pas franchir les dispositifs de délimitation mis en place, sans autorisation préalable du titulaire du lot.
Engins et matériels	Organisation et plan de montage des grues	Interdiction d'accès dans la zone de montage
Déplacement de plain-pied	Protections collectives provisoires résistant au passage sur l'accès. Pose des protections à l'avancement. Protection des trémies à coordonner avec les corps d'états secondaires et les corps d'états techniques. (Obturation par panneaux fixés sur dalle, etc...). Privilégier système permettant la perforation aux dimensions souhaitées. (Dalle béton cellulaire, etc...)."	.
Contact électrique direct ou indirect	Avant toute intervention de démolition l'entreprise devra s'assurer de la consignation des fluides.	.

Dangers en relation avec la co-activité	Mesures de prévention à mettre en œuvre par le titulaire de la tâche	Mesures de prévention à mettre en œuvre par les autres entreprises
Rupture, effondrement	Effondrement d'ouvrages en construction ou en stockage : - Définir des zones et des périodes d'interdiction d'accès et informations des autres corps d'état (balisage ou barrière) - Les étalements et les coffrages des planchers et des poutres doivent être étudiés pour permettre la mise en place de passerelles, de garde-corps, des filets ou tout autre type de protections collectives dans toutes les phases provisoires des travaux. Afin de prévenir le risque d'effondrement des pignons maçonnés, l'entreprise mettra en œuvre un système de contreventement, qui puisse rester en place tant que la charpente n'aura pas été assemblée et qui soit compatible avec le phasage de montage de la charpente c'est-à-dire qui n'entraîne pas de gêne pour mettre en place les fermettes. Mise en place à l'avancement des protections collectives, clôtures, tunnels, passages piétons, préalablement à tous travaux. Ces protections permettront aux autres corps d'état d'intervenir en sécurité.	Interdiction de travail sous les zones de coulage sans autorisation du GO. Interdiction de démontage de protections collectives sans accord du titulaire.
Rupture, effondrement	Prévenir les risques d'ensevelissement par blindage ou talutage. Ne pas intervenir au fond de fouille si les parois sont verticales. Cheminements piétons délimités par balisage ou protections collectives.	Respect du phasage organisationnel
Collision, heurt	Homme trafic pour guider les camions d'approvisionnement. Engins et camion équipés d'un avertisseur sonore et lumineux de recul	Ne pas circuler en dehors des cheminements balisés. Porter un gilet réfléchissant
Chute et heurt avec charge en mouvement	Aucun survol de charge au dessus des zones en travaux	.
Contraintes météorologiques	Prendre connaissance des conditions météorologiques pour utilisation en sécurité de l'appareil de levage. Survol de charge interdit au dessus des compagnons.	.
Réseaux	- L'entreprise en charge du pompage réalise l'installation complète du système de pompage visant à épuiser tous les ouvrages d'infrastructure jusqu'à la mise hors d'eau des ouvrages du lot gros œuvre, tel que cuvelage et étanchéité des infrastructures, ... - L'entreprise assure l'entretien et la surveillance journalière de l'installation jusqu'à la fin des travaux de terrassements. Les installations sont laissées ensuite, à disposition du lot gros œuvre dès son arrivée sur site, qui en assure, à sa charge, la surveillance, l'entretien et la maintenance. - Toute adaptation du dispositif de pompage rendue nécessaire pour les besoins des travaux du lot gros œuvre doit être réalisée, en accord avec le lot pompage de façon à ne pas nuire à la conformité du dispositif au regard des performances à respecter (débit,). - Les installations de pompes sont récupérées, en fin de travaux de pompage, par L'entreprise titulaire du lot pompage, qui aura à sa charge l'enlèvement de l'ensemble des équipements non liés à la structure, et tout sujétions visant à éliminer les risques (calfeutrement des puits,) .	- Ne pas intervenir sur les zones faisant l'objet d'immersion - Risque électrique sur les zones immergées
Chute d'objets, éclats	Balisage des zones de levage. Chef de manœuvre pour guider le grutier et élinguer les charges. Mise en place de recette sécurisée à l'aide d'un monte matériaux ou engin de levage équipé d'un crochet de levage adapté. Balisage de votre zone d'intervention. Consulter les conditions climatiques avant de commencer les travaux	Respect des zones protégées. Respect des zones de déchargements

Dangers en relation avec la co-activité	Mesures de prévention à mettre en œuvre par le titulaire de la tâche	Mesures de prévention à mettre en œuvre par les autres entreprises
Déplacement de plain-pied	Le Lot gros œuvre doit la protections de l'ensemble des matériaux pouvant engendrer un risques de percement (pointe de ferrailage et autres). Les zones de travaux et de circulations doivent être en permanence rangées et propres.	Les autres lots ne doivent intervenir dans les zones que lorsque les protections sont mis en place. Les zones de travaux et de circulations doivent être en permanence rangées et propres.
Travail en hauteur	<p>Elévation du personnel :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Privilégier la pose au plus tot des équipements assurant une protection collective (escaliers définitifs) - Privilégier la mise à disposition d'équipements de protections collectives (tour échafaudage, échafaudage commun assurant un accès et une protections collectives). - Le choix doit être précisé au coordonnateur - pour avis-avant toute mise en service. - L'usage de nacelles élévatrices (à jour des vérifications périodiques effectuées par un organisme agréé) est à privilégier (habilitation du personnel, CACES,) et nécessite une préparation de l'intervention(reception du sol support de circulation des engins, gabarit , harge admissible) . <p>Protections Collectives contre les Chutes de Hauteur :</p> <ul style="list-style-type: none"> - l'entreprise principale (gros œuvre) est chargé de mettre en place les protections collectives pour l'ensemble des lots et de donner libre accès au poste de travail aux entreprises réalisant les incorporations. - Mise à disposition d'équipement conforme (passerelles de circulation, escaliers) , protection des aciers, nettoyage des postes de travail et des circulations. - Pour pallier tout problème de gestion et de maintenance, des protections collectives généré par l'enchaînement des tâches des différents Corps d'Etat, l'Entreprise de gros œuvre doit prévoir un système de protection permettant l'exécution des prestations de tous les C.E. sans avoir à en modifier la structure et le positionnement et ce, jusqu'à la pose des ouvrages de protection définitifs. Les protections définitives doivent être posées le plus rapidement possible dans le planning. 	<ul style="list-style-type: none"> - Les entreprises n'interviennent que sur des zones sécurisées (accès, circulation) - les entreprises réalisant des incorporations dans le gros œuvre sont tenus de respecter les protections collectives en place.
Contraintes météorologiques	- Arrêt des travaux en cas de conditions météorologiques défavorables (ex : si le vent dépasse les limites constructeur) pour les grues et nacelles automotrices .	Consultation du bulletin météo
Engins et matériels	- Grue mobile : Balisage des zones de levage - Engins :Bip de recul, Gyrophare sur engin, Nettoyage des zones de Circulations piétons dissociées des circulations engins.	<ul style="list-style-type: none"> - Porter un gilet réfléchissant.Prévenir les risques de coactivité liés à la présence de plusieurs grues mobiles et engins - Le Maître d'œuvre et les entreprises veilleront à organiser les levages pour éviter toutes interférences.
Chute et heurt avec charge en mouvement	<ul style="list-style-type: none"> - Effectuer préalablement à l'utilisation d'une grue , une étude d'adéquation avec les charges levée, et son environnement - Conformité de la grue (électrique, équipée d'un anémomètre. stabilité, ..) - Neutralisation des zones de levage et de survol en charge - Veiller à la présence d'un Chef de manœuvre pour guider le grutier et élinguer les charges - Dispositif de communication permanente entre le grutier et le chef de manœuvre 	Respecter le balisage en place. Ne pas travailler ni circuler dans la zone de danger et de survol en charge de la grue.

INSTALLATION ELECTRIQUE

Dangers en relation avec la co-activité	Mesures de prévention à mettre en œuvre par le titulaire de la tâche	Mesures de prévention à mettre en œuvre par les autres entreprises
Déplacement de plain-pied	Maintenir les circulations propres et dégagées. Nettoyage des postes de travail à l'avancement.	.
Contact électrique direct ou indirect	Aucun travail sous réseau sous tension Personnel formé aux travaux électriques Habilitation électrique en cours de validité	.
Contact électrique direct ou indirect	les coffrets électriques seront fermés à clef les coffrets électriques seront étanches, pourvus d'un arrêt coup de poing Toutes les alimentations chantier seront protégées	L'ouverture, l'accès à l'intérieur des coffrets électriques est INTERDIT (hors personnel formé et habilité) Les prolongateurs et autres équipements doivent être conformes, sans accrocs ni réparations
Eclairage	- Le lot Gros œuvre doit l'éclairage provisoire du chantier. - Pv de vérification électrique à fournir au CSPS pour chaque modification de l'installation de chantier	- Les entreprises n'interviennent que sur des zones éclairées (complément d'éclairage à assurer s'il y a lieu) et des installations ayant fait l'objet d'un PV de vérification sans réserve

CHARPENTE ET BARDAGE METALLIQUE

Dangers en relation avec la co-activité	Mesures de prévention à mettre en œuvre par le titulaire de la tâche	Mesures de prévention à mettre en œuvre par les autres entreprises
Engins et matériels	Organiser une réunion de coordination avec le GO pour les approvisionnements.	.
Chute et heurt avec charge en mouvement	Grue mobile en adéquation avec les charges levées, équipée d'un anémomètre. Neutralisation des zones de levage Chef de manœuvre pour guider le grutier et élinguer les charges Arrêt des travaux si le vent dépasse les limites constructeur (grue et nacelle automotrice). Si invisibilité le chef de manœuvre sera en communication radio permanent avec le grutier	Respecter le balisage en place. Ne pas travailler ni circuler dans la zone de danger.
Contraintes météorologiques	Arrêt des travaux en cas de conditions météorologiques défavorables. Ne pas circuler sur les bacs en cas de pluie.	Consultation du bulletin météo
Contraintes météorologiques	- Pas de travaux par grand vent (au-delà de 70 km/h) Ou en cas d'intempérie (pluie, gel)	- Interdire toute coactivité .

MENUISERIES

Dangers en relation avec la co-activité	Mesures de prévention à mettre en œuvre par le titulaire de la tâche	Mesures de prévention à mettre en œuvre par les autres entreprises
Manutention manuelle	- Préciser modalités de pose des menuiseries en sécurité - Utiliser des moyens de manutention adaptés (ventouses, personnel suffisant...) - Moyen de manutention adapté, verres protégés par du plastique, marquage des verres à rendre visible , ... - Baliser la zone au droit des travaux à l'extérieur (si risques de chute de matériaux...) - Protéger les stockages de verre et procéder	- Repérer les vitrages et s'assurer de leur conformité - Informer le MOE de toute dégradation .

Dangers en relation avec la co-activité	Mesures de prévention à mettre en œuvre par le titulaire de la tâche	Mesures de prévention à mettre en œuvre par les autres entreprises
	au remplacement des verres endommagé lorsqu'il ont une fonction de protection collective (allège)	
Travail en hauteur	<ul style="list-style-type: none"> - L'entreprise de gros œuvre met en place un dispositif de garde-corps sur toutes les zones présentant un risque de chute de hauteur. Ce dispositif doit permettre la pose en toute sécurité des équipements définitifs ..., sans avoir à procéder à sa dépose préalable (ex : garde-corps en tableau autorisant la pose des menuiseries extérieures en applique coté intérieur, Garde-corps sur trémie d'escaliers autorisant la pose des cloisons). - L'entreprise s'assure de la compatibilité du dispositif de protections collectives mise en place par le GO et informe le CSPS de toute modification ou adaptation rendue nécessaire . - toute menuiserie extérieur faisant office de garde-corps doit être conforme une fois posée (allège fixe résistante) 	<ul style="list-style-type: none"> - Les entreprise ne peuvent intervenir au droit des menuiseries que lorsque leur pose est sécurisée (allège conforme > 1 m , garde-corps conforme en place) - GO : mettre des protections collectives ne gênant pas l'installation des menuiseries extérieures
Stabilité, renversement	<ul style="list-style-type: none"> - Respecter les consignes et règles de stabilité des menuiseries extérieures lors du transport, stockage et manipulation manuelle pour la pose. - Balisage de zones d'évolution et cheminement à mettre en place. 	Respecter le balisage et ne pas intervenir dans la zone lors de la manipulation des menuiseries.
Travail posté	<ul style="list-style-type: none"> - Le poste de travail doit être sécurisé en fonction de la nature des ouvrages à réaliser - Utilisation de PIR, ou de pont roulant notamment pour toute intervention en façades. Utilisation de l'échelle interdit (sauf cas spéciaux) - Balisage de la zone d'évolution. 	Respecter le balisage et ne pas intervenir dans la zone.
Déplacement de plain-pied	Les zones de travaux et de circulations doivent être en permanence rangées et propres.	Les zones de travaux et de circulations doivent être en permanence rangées et propres.

METALLERIE SERRURERIE

Dangers en relation avec la co-activité	Mesures de prévention à mettre en œuvre par le titulaire de la tâche	Mesures de prévention à mettre en œuvre par les autres entreprises
Chute d'objets, éclats	Balisage sous les zones de montage en pied de façade	- Respect du balisage
Travail en hauteur	- Respect des protections collectives ou mise en place d'une protection au moins équivalente.	- GO : mettre des protections collectives ne gênant pas l'installation des équipement de serrurerie
Stabilité, renversement	<ul style="list-style-type: none"> - Veiller à bénéficier d'une aire de stockage pour reprise des livraisons par un moyen de levage adapté - Veiller à la mise en place conforme des équipements faisant office de protections collectives, notamment le dispositif de fixation (boulonnage , serrage,...) avant mise en service. 	- Ne pas interférer lors des manutentions

Dangers en relation avec la co-activité	Mesures de prévention à mettre en œuvre par le titulaire de la tâche	Mesures de prévention à mettre en œuvre par les autres entreprises
Manutention manuelle	Approvisionnements à la grue ou au lift.	- Ne pas stationner sous la charge jusqu'à sa mise en place conforme définitive (garde-corps) .
Engins et matériels	<ul style="list-style-type: none"> - Organiser une réunion de coordination avec le GO pour les approvisionnements. - Préciser les conditions de livraison à pied d'œuvre (recette à matériaux) et de mise en place définitive des équipements. 	- Utilisation des recettes communes
Contact électrique direct ou indirect	<ul style="list-style-type: none"> - Vérification de la protection en tête 30 MA. Outillages, rallonges conformes aux normes avec vérifications périodiques et inférieures à 25m. - préciser les modalités spécifiques de distribution électrique (380) 	- Ne pas interférer sur l'utilisation de l'énergie .

ELECTRICITE CFO-CFA

Dangers en relation avec la co-activité	Mesures de prévention à mettre en œuvre par le titulaire de la tâche	Mesures de prévention à mettre en œuvre par les autres entreprises
Contact électrique direct ou indirect	<ul style="list-style-type: none"> - Toute intervention d'ordre électrique est effectuée par du personnel habilité - Consignations des réseaux en service pouvant interférer avec l'opération, (ex avant toutes démolition ou dévoiement) , avec délivrance des PV de consignation avant le début des travaux - mise en place installation de chantier selon CCTP , et délivrance d'un PV de conformité à chaque modification - Balisage des zones d'intervention, neutralisation du passage à proximité des réseaux et Fermeture des armoires et coffrets électrique de l'installation de chantier 	- N'entreprendre les travaux de démolition qu'après remise d'un PV de consignation es réseaux par le lot électricité
Travaux à point chaud	<ul style="list-style-type: none"> - Découpe des chemins de câbles et supports - Balisage de la zone à réaliser. - Extincteur au poste de travail - Formation du personnel. - Port des EPI(s) adaptés. 	Respecter le balisage et ne pas intervenir dans la zone concernée
Travail posté	<ul style="list-style-type: none"> - Le poste de travail doit être sécurisé : - Utilisation de PIR, ou de pont roulant. - Utilisation de l'échelle interdit (sauf cas spéciaux). - Balisage de la zone d'évolution. 	Respecter le balisage et ne pas intervenir dans la zone concernée
Déplacement de plain-pied	<ul style="list-style-type: none"> - Maintenir les circulations propres et dégagées. - Nettoyage des postes de travail à l'avancement. - Limiter le Stockage aux besoins quotidiens nécessaires aux interventions 	- Respecter le balisage et ne pas intervenir dans la zone concernée .

PEINTURE

Dangers en relation avec la co-activité	Mesures de prévention à mettre en œuvre par le titulaire de la tâche	Mesures de prévention à mettre en œuvre par les autres entreprises
Stabilité, renversement	<ul style="list-style-type: none"> - Respecter les consignes et règles de stabilité des ouvrages et autres lors du transport, stockage et manipulation manuelle. - Balisage de zones d'évolution et cheminement à mettre en place. 	<ul style="list-style-type: none"> - Respecter le balisage et ne pas intervenir dans la zone concernée
Travail posté	<ul style="list-style-type: none"> - Le poste de travail doit être sécurisé : - Utilisation de PIR, ou de pont roulant. - Utilisation de l'échelle interdit (sauf cas spéciaux). - Balisage de la zone d'évolution. 	<ul style="list-style-type: none"> - Respecter le balisage et ne pas intervenir dans la zone concernée - Intervention sur les parties communes à planifier de façon à ne pas nuire à la circulation du personnel
Produits dangereux	<ul style="list-style-type: none"> - Dispositions de nature à prévenir les risques d'explosion et d'intoxication lors de la mise en œuvre de colles, résines, peintures, matériaux d'isolation, solvants. - Stocker les produits dangereux dans un local approprié et signalé - Communication préalable au coordonnateur des fiches de données de sécurité, règles de stockage, ventilation des lieux de travail et de stockage, installation électrique adaptée aux risques. - Assurer la ventilation des locaux et zones d'intervention . 	<ul style="list-style-type: none"> - Respecter le balisage et ne pas intervenir dans la zone concernée
Déplacement de plain-pied	<ul style="list-style-type: none"> - Les zones de travaux et de circulations doivent être en permanence rangées et propres. - signaler les zones de circulation rendues glissantes suite au nettoyage 	<ul style="list-style-type: none"> - Les zones de travaux et de circulations doivent être en permanence rangées et propres.

4.3. Co-activités et protections collectives

4.3.1. Organisation de la sécurité collective

Les grands principes qui régissent l'organisation de la sécurité sur le chantier sont :

- Chaque intervenant est responsable de la sécurité de ses salariés,
- La coordination indispensable des interventions des différentes entreprises, réclame que l'entreprise du **LOT G.O** soit chargée de la fourniture, de la mise en place des protections collectives. Jusqu'à l'achèvement des travaux, cette coordination doit également éviter qu'une autre entreprise enlève une protection qui gêne son travail.
- La maintenance des protections collectives est à réaliser par l'entreprise du **LOT G.O**
- Une protection suffisante et adaptée à leurs travaux doit donc être mise en place. L'entreprise doit définir dans son P.P.S.P.S, le type de protections qu'elle met en place.
- Si tel n'est pas le cas, cet entrepreneur a à sa charge et à ses frais, la mise en place de dispositifs nouveaux complémentaires pour assurer la protection collective.
- Les nouvelles protections sont maintenues et entretenues par l'entrepreneur les ayant modifiées, aussi longtemps que nécessaire.
- Le Coordonnateur SPS est informé des compléments ou modifications ainsi apportés avant toute intervention sur le site.
- Priorité est donnée aux installations de protection définitives par rapport aux installations provisoires,
- Tous les éléments en cours d'assemblage doivent être consolidés s'ils sont instables, scellés ou étayés même provisoirement selon les prescriptions des fabricants.

- Une délimitation des zones dangereuses ou interdites aux autres entreprises doit être effectuée. Une information doit être faite lors des réunions de chantier.

Le matériel des protections collectives est identifié et exclusivement réservé à cet usage. (couleur distincte)

Le P.P.S.P.S. de l'entreprise précise le type de matériel proposé.

Eventuellement, à la fin de ses travaux, sous réserve de l'accord du Maître d'Ouvrage, du Maître d'Œuvre et du Coordonnateur SPS, elle doit passer les consignes à l'entreprise appelée à lui succéder.

Chaque entrepreneur ayant à intervenir sur un ouvrage considéré, et quel que soit le titre auquel il intervient, doit s'assurer que les protections mises en place sont suffisantes et adaptées à ses travaux. Si tel n'est pas le cas, il a à sa charge et à ses frais, la mise en place de dispositifs nouveaux et complémentaires pour assurer la protection collective de son personnel, ainsi que le maintien et l'entretien de ces nouvelles protections.

Les modifications sont soumises au Coordonnateur et font l'objet d'un additif au P.P.S.P.S.

Le Maître d'Œuvre se réserve le droit, en cas de défaillance d'une ou plusieurs entreprises, de faire appel à une entreprise extérieure pour remettre en état les protections collectives aux frais des entreprises défaillantes.

4.3.2. Déplacement de protection collective

Au cas où une tâche nécessite le déplacement ou l'enlèvement d'un dispositif de protection collective, l'entreprise (ou son sous-traitant) doit présenter la méthodologie qu'elle compte employer pour effectuer cette tâche, la nature des protections individuelles ou collectives qu'elle compte mettre en place, afin que ses ouvriers puissent travailler en sécurité pour effectuer la tâche en question et les mesures de protection qu'elle compte employer pour garantir la sécurité des autres intervenants du chantier.

Les dispositifs provisoires de protection collective doivent être conçus de manière à ne pas gêner la mise en place du dispositif définitif. Ainsi le dispositif provisoire ne sera retiré qu'une fois les protections définitives mises en place.

4.3.3. Disposition en cas de carence d'une entreprise

En cas de carence d'une entreprise, de nature à causer un risque pour les autres, sur la mise en place de protections collectives ou pour le nettoyage tel qu'il est défini, l'entreprise En cas de carence d'une entreprise, de nature à causer un risque pour les autres, sur la mise en place de protections collectives ou pour le nettoyage tel qu'il est défini, l'entreprise En cas de carence d'une entreprise pour l'établissement de protection collective dont l'absence est de nature à causer un risque pour d'autres corps d'état et son propre personnel, le maître d'œuvre fera mettre ces protections collectives par une entreprise de son choix, aux frais de l'entreprise défaillante.

L'arrêt des travaux qui pourrait s'en suivre sera également à la charge du défaillant est tenue de se substituer à celle-ci.

Si c'est l'entreprise En cas de carence d'une entreprise pour l'établissement de protection collective dont l'absence est de nature à causer un risque pour d'autres corps d'état et son propre personnel, le maître d'œuvre fera mettre ces protections collectives par une entreprise de son choix, aux frais de l'entreprise défaillante.

L'arrêt des travaux qui pourrait s'en suivre sera également à la charge du défaillant qui est défaillante, le Coordonnateur SPS et le Maître d'Œuvre la mettront en demeure de pallier immédiatement à ce non-respect des règles de sécurité.

En cas de refus et de danger immédiat, le Coordonnateur SPS pourra en concertation avec le Maître d'Œuvre, demander au Maître d'Ouvrage de faire intervenir une autre entreprise aux frais de la première pour remédier à la carence constatée.

est tenue de se substituer à celle-ci.

Si c'est l'entreprise En cas de carence d'une entreprise, de nature à causer un risque pour les autres, sur la mise en place de protections collectives ou pour le nettoyage tel qu'il est défini, l'entreprise En cas de carence d'une entreprise pour l'établissement de protection collective dont l'absence est de nature à causer un risque pour d'autres corps d'état et son propre personnel, le maître d'œuvre fera mettre ces protections collectives par une entreprise de son choix, aux frais de l'entreprise défaillante. L'arrêt des travaux qui pourrait s'en suivre sera également à la charge du défaillant est tenue de se substituer à celle-ci.

Si c'est l'entreprise En cas de carence d'une entreprise pour l'établissement de protection collective dont l'absence est de nature à causer un risque pour d'autres corps d'état et son propre personnel, le maître d'œuvre fera mettre ces protections collectives par une entreprise de son choix, aux frais de l'entreprise défaillante.

L'arrêt des travaux qui pourrait s'en suivre sera également à la charge du défaillant qui est défaillante, le Coordonnateur SPS et le Maître d'Œuvre la mettront en demeure de pallier immédiatement à ce non-respect des règles de sécurité. En cas de refus et de danger immédiat, le Coordonnateur SPS pourra en concertation avec le Maître d'Œuvre, demander au Maître d'Ouvrage de faire intervenir une autre entreprise aux frais de la première pour remédier à la carence constatée.

qui est défaillante, le Coordonnateur SPS et le Maître d'Œuvre la mettront en demeure de pallier immédiatement à ce non-respect des règles de sécurité.

En cas de refus et de danger immédiat, le Coordonnateur SPS pourra en concertation avec le Maître d'Œuvre, demander au Maître d'Ouvrage de faire intervenir une autre entreprise aux frais de la première pour remédier à la carence constatée.

4.3.4. Prévention des risques de maladies professionnelles

L'entreprise prend en compte les conditions d'intervention du personnel liées à l'environnement, et met en œuvre toutes dispositions visant à minimiser le risque d'exposition de son personnel contre le risque santé et notamment :

Principaux Types de risques professionnels dans le BTP

Ces principaux risques sont à prendre en considérations par l'entreprise dans son PPSPS

- Troubles musculosquelettiques
- Chutes de hauteur
- Chutes de plain-pied
- Risque amiante
- Risques chimiques

Danger grave et imminent

Un danger grave est « un danger susceptible de produire un accident ou une maladie entraînant la mort ou paraissant devoir entraîner une incapacité permanente ou temporaire prolongée. La notion d'imminence est attribuée à des situations « où le risque est susceptible de se réaliser brusquement et dans un délai rapproché ».

Le salarié confronté à un danger grave et imminent pour sa vie ou sa santé, a le droit d'arrêter son travail et, si nécessaire, de quitter les lieux pour se mettre en sécurité. L'employeur ou les représentants du personnel doivent en être informés. La décision du salarié ne doit cependant pas créer pour d'autres personnes une nouvelle situation de danger grave et imminent.

Le salarié doit avertir immédiatement l'employeur ou son représentant du danger de la situation. Il n'a pas besoin de l'accord de l'employeur pour user de son droit de retrait. Le salarié peut aussi s'adresser aux représentants du personnel ou au comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail (CHSCT).

Gestion des impacts sanitaires et sociaux liés aux vagues de froid ou de forte chaleur

Certains travailleurs peuvent être plus exposés que d'autres aux risques liés aux très basses températures. Afin de limiter les accidents du travail liés à de telles conditions climatiques, des mesures simples, visant à assurer la sécurité et protéger la santé des travailleurs, s'imposent aux employeurs.

La prise en compte des conditions climatiques

Conformément à la directive européenne CEE 89/391 et au regard des articles L. 4121-1 et suivants et articles R. 4121-1 et suivants du code du travail, les employeurs ont la responsabilité de prendre les mesures nécessaires visant à assurer la sécurité et protéger la santé physique et mentale des travailleurs de leurs établissements, en tenant compte notamment des conditions climatiques. Ces mesures comprennent des actions de prévention des risques professionnels ; des actions d'information et de formation et la mise en place d'une organisation et de moyens adaptés. L'employeur veille à l'adaptation de ces mesures pour tenir compte du changement des circonstances et tendre à l'amélioration des situations existantes (Article L. 4121-1) ».

Le décret n°2008-1382 du 19 décembre 2008, relatif à la protection des travailleurs exposés à des conditions climatiques particulières, a complété l'article R. 4121-1 du code du travail. Celui-ci prévoit désormais que tout

employeur doit prendre en considération les risques liés aux « ambiances thermiques », dont participe nécessairement la situation de grand froid, dans le cadre de sa démarche d'évaluation des risques, de l'élaboration du Document Unique d'Evaluation des Risques (DUER) et de la mise en œuvre d'un plan d'actions prévoyant des mesures correctives.

Protection contre le coup de chaleur et la déshydratation

Les fortes chaleurs sont à l'origine de 2 risques principaux:

Le coup de chaleur: Le corps n'arrive plus à réguler sa température provoquant une fièvre sup à 40°C, une peau chaude, rouge et sèche, des maux de tête, des nausées, une somnolence, une soif intensive, une confusion, des convulsions et une perte de connaissance.

La déshydratation: Se traduit par des crampes musculaires aux bras, aux jambes, au ventre, un état d'épuisement et de faiblesse, des étourdissements et une tendance inhabituelle à l'insomnie.

Quelques recommandations

-Boire régulièrement l'équivalent d'un verre d'eau toutes les 15 à 20 minutes

Prendre des repas légers et fractionnés

Porter des vêtements légers, amples et de couleurs claires si le travail est à l'extérieur

Protéger sa tête du soleil

Ne pas travailler seul

Rappel des premiers secours:

1/ Alerter ou faire alerter les secours

2/ Amener la victime dans un endroit frais et bien aéré

3/ La déshabiller ou desserrer ses vêtements

4/ Arroser la victime ou placer des linges humides pour faire baisser sa température corporelle (à renouveler régulièrement)

5/ Si la victime est consciente, lui faire boire de l'eau fraîche

5 bis/ Si la victime est inconsciente, la mettre en position latérale de sécurité.

Protection contre le froid

Les obligations de l'employeur :

Aucune indication de température minimale n'est donnée dans le Code du travail, mais on considère que le travail au froid est caractérisé dès lors que les températures sont inférieures à 10 °C. La loi prévoit cependant que des dispositions doivent être mises en œuvre avec avis du médecin du travail et du CHSCT ou, à défaut, des délégués du personnel. L'article R4223-15 du Code du travail crée, par exemple, une obligation générale pour l'employeur de prendre "toutes les dispositions nécessaires pour assurer la protection des travailleurs contre le froid et les intempéries". L'employeur doit également aménager les situations de travail à l'extérieur de manière à assurer, dans la mesure du possible, la protection des travailleurs contre les conditions atmosphériques (article R4225-1). Enfin, il doit veiller à ce que les locaux fermés affectés au travail soient chauffés pendant la saison froide. Le chauffage doit être assuré de telle façon qu'il maintienne une température convenable (article R4223-13).

Les mesures à prendre par l'employeur concernant à la fois les préventions collective et individuelle des risques d'atteinte à la santé :

- l'aménagement des postes de travail (exemple : chauffage adapté des locaux de travail lorsqu'ils existent ; accès à des boissons chaudes, moyen de séchage et/ou stockage de vêtements de rechange ; aides à la manutention manuelle permettant de réduire la charge physique de travail et la transpiration) ;

- l'organisation du travail (exemple : planification des activités en extérieur ; limitation du temps de travail au froid, dont le travail sédentaire ; organisation d'un régime de pauses adapté et un temps de récupération supplémentaire après des expositions à des températures très basses) ;

Les vêtements et équipements de protection contre le froid (exemple : adaptation de la tenue vestimentaire, qui devra permettre une bonne protection contre le froid sans nuire aux exigences inhérentes à la tâche à effectuer – mobilité et dextérité pour l'essentiel). La tenue adoptée devra, par ailleurs, être compatible avec les équipements de protection individuelle prévus pour d'autres risques (travail en hauteur, protection respiratoire) lorsqu'ils sont utilisés conjointement avec les vêtements de protection contre le froid.

- En cas d'utilisation, dans des locaux professionnels, d'appareils générant du monoxyde de carbone (appareils à moteur thermique), l'employeur devra veiller à ce que les préconisations faites dans le cadre de la fiche dédiée au monoxyde de carbone soient mises en œuvre (cf. fiche 10). Il devra y être d'autant plus vigilant que les travailleurs exercent une activité dans des locaux de travail fermés (exemple : bâtiment en chantier – dont les ouvertures ont pu être volontairement obturées du fait des basses températures extérieures).

Dans certaines circonstances (danger grave ou imminent pour l'intégrité physique d'un salarié), la mise en demeure préalable n'est pas obligatoire et la procédure de sanction peut être engagée immédiatement (article L. 4721-5 du code du travail).

Concernant les postes de travail en extérieur, le constat de l'absence de mesures d'organisation du travail efficaces peut aussi engendrer des mises en demeure ou sanctions du même ordre.

Rappel sur le Risque SILICE : Mesures applicables relatives à la présence de silice

Dans le cadre des travaux de démolition, Il appartient au chef d'entreprise de choisir les méthodes, les moyens et les techniques les mieux adaptés pour satisfaire aux contraintes du site et aux demandes du donneur d'ordres.

Il doit parallèlement assurer la sécurité de ses ouvriers intervenant sur le chantier et est tenu, à cet égard, à une obligation de résultat.

Le plan particulier de sécurité et de protection de la santé (PPSPS) qui doit être établi, dans certains cas, avant le démarrage des travaux, précise aussi notamment les dispositions à mettre en œuvre pour assurer la sécurité des salariés de l'entreprise lors de l'exécution de ses propres travaux.

Documentation :

Dans le cadre lié à la présence de silice l'entreprise prend en compte les dispositions figurant entre autres dans

- Le Guide INRS ED 6263 janvier 2017 Poussières Guide de bonnes pratiques en démolition
- la Plaquette BTP et silice établie par DIRECCTE
- la fiche Hygiène et sécurité du travail – n°238 – mars 2015

Travaux spécifiques :

Dispositions de nature à prévenir les risques d'explosion et d'intoxication lors de la mise en œuvre de colles, résines, peintures, matériaux d'isolation (mousses de polyuréthane) : l'entreprise communique préalablement au coordonnateur les fiches de données de sécurité, les règles de stockage, de ventilation des lieux de travail et de stockage, et le PV de conformité de l'installation électrique adaptée aux risques. Règles d'exécution des contrôles gamma graphiques et de mise en œuvre de lasers.

Aspiration, ventilation de locaux :

Choix de modes opératoires et de produits ne pouvant pas entraîner des nuisances telles que le bruit, vibrations, poussières, gaz toxiques ... En cas d'impossibilité, il est fait l'emploi de matériels réduisant les nuisances à la source (insonorisés, anti-vibratiles ...).

Les travaux doivent s'effectuer dans des locaux ventilés et salubres.

Pour les travaux dans les sous-sols, de soudure et/ou dégageant de la poussière, une ventilation mécanique doit être mise en place.

Le choix des modes opératoires et des produits mis en œuvre doit être tel qu'il n'entraîne pas de nuisances telles que : bruits, vibrations, poussières gaz toxiques, etc. ...

En cas d'impossibilité, il est nécessaire d'employer des matériels réduisant les nuisances à la source (insonorisés, anti-vibratiles ...).

Ce paragraphe est complété dans le PPSPS de l'entreprise. Pour un produit de même technicité existant dans le commerce, l'entreprise a pour obligation d'utiliser celui présentant le moindre risque pour la santé des travailleurs.

Risque électrique

Les travailleurs indépendants ou les employeurs qui exercent directement une activité sur un chantier de bâtiment et de génie civil, lorsqu'ils effectuent des opérations sur les installations électriques ou dans leur voisinage, ont un niveau de connaissance des risques liés à l'électricité et des mesures à prendre pour intervenir en sécurité équivalent à celui des travailleurs auxquels sont confiées ces opérations de réduire cette périodicité.

Présence de défibrillateur sur chantier

D'après l'article R4224-14 du Code du travail « les lieux de travail sont équipés d'un matériel de premier secours adapté à la nature des risques et facilement accessible ». La Fédération française de cardiologie recommande de disposer un défibrillateur dans les lieux à concentration humaine (environ 300 personnes). C'est l'employeur qui, dans le cadre de l'évaluation des risques et de la consultation du médecin du travail et des représentants des salariés, détermine l'opportunité de s'équiper.

Situation non prévue et Cas d'urgence

Il n'est pas exclu de rencontrer à l'avancement des travaux une partie d'ouvrage à démolir. Ceux-ci doivent

faire l'objet d'un diagnostic dès lors qu'ils font partie de la liste des matériaux susceptibles de contenir de l'amiante ou tout autre produit dangereux ou infectieux ou d'un doute sur leur nature (ex : ouvrages enterrés, ouvrages encastrés rendus visibles en cours de travaux, réseaux enterrés, ...).

De même toute découverte de réseaux non identifiés fait l'objet d'une investigation préalable avec le concessionnaire ou exploitant concerné

Cette situation entraîne :

- un arrêt de chantier ponctuel du poste démolition concerné
- un diagnostic des éléments à démolir à la charge du Maître d'Ouvrage
- la diffusion par le maître d'ouvrage au CSPS et Maître d'œuvre, du résultat dudit diagnostic

La poursuite des travaux sur le poste concerné est alors fonction du résultat du diagnostic, sous la directive du maître d'œuvre et du CSPS. Elle donne lieu à une suspension des travaux jusqu'à la mise en place de mesures conservatoires visant à préserver l'intégrité des intervenants et de l'environnement, conformément aux dispositions réglementaires

PREVENTION CONTRE LE RISQUE AMIANTE

Toutes les entreprises qui réalisent des travaux de retrait ou d'encapsulage de matériaux contenant de l'amiante ainsi que celles qui effectuent des interventions sur des matériaux susceptibles de provoquer l'émission de fibres d'amiante sont soumises à des règles précises en matière de protection des salariés.

De plus, les règles de la prévention du risque « amiante » font partie intégrante de la prévention du risque chimique. Sont donc applicables au risque « amiante » les articles du Code du travail détaillant le risque chimique.

L'amiante étant un produit chimique CMR (cancérogène, mutagène, reprotoxique), les dispositions réglementaires relatives à la prévention des agents CMR sont également applicables à tous les travaux sur des matériaux contenant de l'amiante.

Sont notamment applicables à la prévention du risque « amiante » :

- les règles d'évaluation du risque chimique ;
- l'information des travailleurs ;
- la formation des salariés ;
- les règles d'entretien des EPI (équipements de protection individuelle) ;
- la tenue d'une liste actualisée des salariés exposés ;
- la tenue d'une fiche d'exposition pour chaque salarié exposé ;
- la remise d'une attestation d'exposition au salarié exposé au risque d'inhalation de fibres d'amiante ;

Le logigramme en annexe 3 permettra de déterminer les champs des opérations de retrait de l'amiante :

- sous-section 3 Articles R4412-94 à R4412-148) du Code du Travail
- ou sous- section 4 Articles R4412-144 à R4412-148 du Code du Travail

4.4. Equipement de levage

LIMITATION DES MANUTENTIONS MANUELLES :

Les entreprises devront privilégier les moyens de levage :

- grue, manuscopie Lot G.O
- transpalette, chariot élévateur, manuscopie

Intervenant : TCE

UTILISATION DE LA GRUE :

- Le personnel utilisant la grue aura obligatoirement un CACES GRUE et une autorisation de conduite signée par l'employeur
- Le dernier rapport de vérification de la grue sera transmis à la C.SPS et sera disponible sur le site Lot G.O

MISE A DISPOSITION DE MOYENS DE LEVAGES D'UNE ENTREPRISE PAR UNE AUTRE:

- Etablir une CONVENTION prêt.

L'utilisation des poutres métalliques avec lest de façon est à proscrire de tout accrochage de consoles, recettes, pinces sur acrotères et sur allèges de terrasses à balcon.

Intervenant : G.O / Charpente Toiture

Mise en place de grues : voir détail dans l'annexe « Mise en place de grues »

4.4.1. Autorisation de survol

L'opération est située dans le cône de l'aéroport de Calvi. L'entreprise utilisatrice de la grue réalisera ses démarches administratives d'autorisation de montage d'une grue auprès de la DGAC.

L'entreprise a à sa charge l'obtention des autorisations auprès de la mairie et des éventuels riverains concernés.

En aucun cas, les charges transportées ne doivent survoler les zones occupées ni les constructions et lieux publics avoisinants.

Les zones énoncées ci-dessus ne doivent en aucun cas être survolées par une charge en cours de manutention. Des systèmes de limitation mécanique de zone sont mis en place sur les engins de levage, notamment pour les grues à tour si présentes sur le chantier. Un système d'interférence doit être mis en place pour les différentes grues du chantier. En cas de présence d'autres grues sur le site, le dernier arrivé (créant le risque de télescopage de grue) a à sa charge la mise en place d'un système d'interférence.

Le Plan d'Installation de Chantier matérialise les zones d'interdiction de survol des charges et l'implantation possible de la (les) grues avec les zones d'évolution de la (les) flèche(s) et de la (des) contre flèche.

L'entreprise doit mettre à disposition sur le chantier la documentation relative au type de dispositif mis en place, concernant la délimitation de rotation de la flèche, en fonction des différentes positions du chariot.

4.4.2. Dispositifs d'aides à la manutention

Les entreprises doivent prendre les mesures d'organisation appropriées ou utiliser les moyens adéquats, et notamment les équipements mécaniques, afin d'éviter le recours à la manutention manuelle de charges par les travailleurs.

Les entreprises définissent, dans leur Plan Particulier de Sécurité, les moyens de manutention spécifiques prévus, leurs consignes d'utilisation ainsi que le poids des éléments à manutentionner (préciser le type, le nombre et l'implantation).

4.5. Les mesures prises en matière d'interactions sur le site

4.5.1. Approvisionnements et stockage

A partir du plan d'installation de chantier, les approvisionnements sont définis et organisés en accord avec la maîtrise d'œuvre et les entreprises.

L'ensemble est porté à la connaissance du coordonnateur SPS et évoqué lors des inspections communes.

4.5.2. Travaux superposés

Les travaux en superposition de postes de travail sont interdits. Toutes les mesures sont prises par la maîtrise d'œuvre dans sa planification des travaux pour éviter les risques de co-activité par superposition.

4.5.3. Mise en œuvre de produits dangereux

Le stockage des matières ou substances dangereuses sur le chantier est interdit.

En cas de nécessité absolue, l'entreprise effectue une demande dérogation auprès du Maître d'œuvre et du CSPS. Les zones d'entreposage respectent les conditions de stockage prévues par le fabricant ou la réglementation.

L'entrepreneur mentionne dans son PPSPS, la nature des produits dangereux qui sont utilisés et joint les fiches de données de sécurité des fabricants. L'entreprise réalise une zone de stockage pour ces produits

ayant un classement au feu (MO)

La signalisation et le stockage des produits dangereux est conforme à la fiche de donnée sécurité du produit concerné (ventilation, manutention, stockage) . En cas de fractionnement, l'étiquetage est reproduit sur les nouveaux emballages.

La délimitation, l'aménagement et les dispositions particulières pour le stockage des matières dangereuses sont définies par l'entrepreneur après concertation avec "l'exploitant, le maître d'oeuvre et le coordonnateur SPS" ou sont imposées par ces derniers.

4.5.4. Protection contre le bruit

L'entrepreneur est tenu de réduire le bruit à la source et au niveau le plus bas raisonnablement possible, compte tenu de l'état des techniques.

Les entreprises doivent retenir les procédés limitant les bruits. En cas d'impossibilité, prévoir d'autres solutions d'insonorisation, notamment :

- encoffrement de la source,
- suspension anti-vibratile,
- éloignement des machines,
- protection individuelle.

4.5.5. Protection contre l'incendie

Règles en matière de risque incendie :

Tout feu est rigoureusement interdit sur le chantier.

Pour les travaux par point chaud :

o l'entreprise installe un extincteurs adapté aux postes de travail par point chaud.

o dote son personnel des EPI adaptés

o Arrête ses travaux parpoint chaud deux eures avant de quitter le chantier et procède à une visite d'inspection 2 h après l'arrêt de ses travaux à feu nu .

Les entreprises utilisant des produits inflammables, doivent préalablement, en informer le maître d' œuvre et le coordonnateur SPS.

Les salariés doivent être formés au maniement des extincteurs.

• Extincteurs :

L'entreprise principale dispose pour la durée du chantier et jusqu'à la mise en service des bâtiments, un dispositif d'extincteur de chantier à raison de 1 par cage d'escalier et par niveau. Elle assure la maintenance du dispositif (notamment en cas de vol ou dégradation) et sa conformité (visite périodique annuelle) afin de maintenir le dispositif opérationnel à chaque instant.

L'entreprise principale assure dans chaque bâtiment

o la gestion du dispositif de détection incendie maintenu en service

o l'affichage du plan d'évacuation tenu à jour à chaque étage pendant toute la durée du chantier, avec l'implantation des extincteurs et des points de rassemblement.

o la conformité des voies de circulation vers l'extérieur (affichage, éclairage, ...) afin de faciliter l'évacuation du bâtiment

L'entreprise dispose également des extincteurs appropriés dans les différents locaux accessibles au personnel (réfectoires, vestiaires, etc..).

La date de vérification doit être portée s obligatoirement sur le corps de l'extincteur. Une vérification et un entretien doivent être effectué tous les 6 mois par un représentant compétent de l'entreprise et tous les 12 mois par un vérificateur agréé ou par l'installateur. Ces visites doivent être inscrites sur le registre de sécurité du chantier.

Personnel : 10 % des salariés de chaque entreprise travaillant sur le site doivent connaître le maniement des extincteurs.

• Alerte incendie :

Un plan d'évacuation est tenu à jour par l'entreprise titulaire du lot gros œuvre pendant toute la durée du chantier, avec l'implantation des extincteurs et des points de rassemblement.

Selon la nature de l'opération , il pourra être procédé à un exercice d'évacuation.

Par ailleurs , selon son environnement, l'opération est soumise aux règles de sécurité des ouvrages avoisinant.

- Maintien des issues de secours
- procédure d'évacuation
- périmètre de sécurité et prise en compte des nuisances exportées (vibration, poussière, feu, explosion, ...)

• **Point de ralliement**

Celui-ci doit être facile d'accès

Avant toute intervention , Celui-ci est

- porté sur le plan d'installation de chantier et mentionné dans le PPSPS de chaque entreprise.
- reconnu par le personnel dans le cadre de la présentation du PPSPS qui doit lui être faite à son arrivée sur site

• **Cas des sites en exploitation**

Dans le cas de travaux à l'intérieur d'un bâtiment dont l'exploitation est maintenue, il y aura lieu de faire valider dans le cadre d'une notice de sécurité incendie provisoire et spécifique à l'opération, les dispositions réglementaires retenues en matière de risque incendie du fait des contraintes et modifications exportées par le chantier sur le site en exploitation.

Les mesures d'organisation prises par l'entreprise et le maître d'œuvre ne doivent pas minimiser le niveau de sécurité de l'établissement en exploitation au regard de la sécurité incendie. Les points à respecter portent notamment sur :

- la minimisation des interférences avec l'activité du site ,
- le respect des dispositions relatives à la circulation, évacuation,
- la prise en compte des dispositifs de détection et d'alarme de l'établissement (maintenus en fonctionnement ou à défaut mise en place de mesure d'efficacité équivalente ...)
- le maintien des voies de circulation liées à l'exploitation du site et la prise en compte des protocoles de livraison
- le stationnement des véhicules dans le sens du départ

• **Permis feu :**

Pour les sites en exploitation, il y a lieu d'établir un Permis Feu pour tout travaux à feu nu (recours à une disqueuse, soudage, meulage, ...) en concertation avec l'exploitant du site , tout en informant le maître d'œuvre et le CSPS. Les permis feu sont établis quotidiennement par l'exploitant avec un contrôle de sa part en début de poste et en fin de poste.(2h après la fin de poste objet du permis feu)

Les travaux de soudure font l'objet d'une procédure adaptée figurant dans le PPSPS de l'entreprise qui propose des moyens de protection du personnel, et de lutte contre tout départ accidentel d'incendie

Relation avec le SDIS

Les feux sont interdits sur le chantier.

L'entreprise prend en compte pour les travaux extérieurs, les contraintes réglementaires et administratives et notamment les dates de période d'interdiction de travaux à feu nu compte tenu du risque incendie (ex : Période « rouge » en été selon dates à préciser par arrêté préfectoral ou municipal à prendre en compte, et recommandation du SDIS) Ces dates sont soumises à variations selon l'évolution des conditions climatiques locales ce qui nécessite une concertation rapprochée et périodique (hebdomadaires) avec le SDIS sur l'évolution de ce risque.

L'entreprise prévoit toute concertation avec le SDIS, qu'elle juge utile vis à vis des risques d'incendie et de secours liés à son intervention

4.5.6. Travaux en hauteur

Quelle que soit la hauteur de travail, ces travaux sont effectués à l'aide, de plate-forme de travail, de plate-forme individuelle roulante, d'échafaudages roulants, de P.E.M.P. (nacelle élévatrice, plate-forme sur mâts...) ou d'échafaudage de pied. Ce matériel doit répondre à la réglementation en vigueur et normalisée.

En tout état de cause, ces matériels doivent être installés ou évoluer sur des surfaces stables.

Les échelles, escabeaux et marchepieds ne doivent pas être utilisés comme poste de travail.

L'attention des entreprises est attirée sur le risque de travailler sur une plate-forme à partir d'un plancher ou d'un platelage à proximité d'une rive (vide de construction ou ouverture). L'intervention est obligatoirement réalisée à partir d'une plate-forme de travail stable et normalisée. Une surélévation de la protection peut être rendue nécessaire, afin de conserver la hauteur de protection.

Lorsque des dispositifs de protection collective ne peuvent être mis en œuvre, l'entreprise devra préalablement à toute intervention, justifier par écrit dans son mode opératoire (ou additif au PPSPS) de cette impossibilité de recourir aux Equipement de protections collectives.

4.5.7. Echafaudage, tour escalier

La mise en commun du dispositif de déplacement vertical est à envisager pour tous les lots intervenants en élévation quelle que soit la durée

Mise en œuvre d'un échafaudage :

Le recours aux échafaudages respectera

- les dispositions du DECRET 2004 –924
- les prescriptions de la Recommandation R 408 relative à Prévention des risques liés au montage, à l'utilisation et au démontage des échafaudages de pied.

Les échafaudages ne peuvent être montés, démontés ou sensiblement modifiés que sous la direction d'une personne compétente et par des travailleurs qui ont reçu une formation adéquate et spécifique aux opérations envisagées. Le PV de conformité suite à la réception est affiché sur l'équipement précisant la date de la réception et le nom du vérificateur . Il y a lieu d'établir un PV de vérification après chaque déplacement de l'échafaudage

L'entreprise doit, quotidiennement, réaliser ou faire réaliser un examen de l'état de conservation en vue de s'assurer que l'échafaudage n'a pas subi de dégradation perceptible pouvant créer des dangers.

Lorsque des mesures s'imposent pour remédier à ces dégradations, elles sont consignées sur le registre prévu à cet effet.

L'entreprise doit faire un examen approfondi de l'état de conservation de son échafaudage tous les 3 mois au maximum.

Sur le chantier, la notice du fabricant doit être disponible dans le registre de sécurité.

L'entreprise qui installe un échafaudage, de pied et/ou roulant doit :

- Apposer sur l'équipement le PV de conformité après vérification préalable par une personne compétente et habilitée,
- Apposer en permanence un PANNEAU indiquant : LE NOM DE L'ENTREPRISE UTILISATRICE et SON NUMERO DE TELEPHONE.
- Afficher la charge admissible
- Procéder à une vérification périodique selon durée de l'utilisation et obligation réglementaire

Nota : Ces panneaux doivent pouvoir résister aux intempéries et être solidement fixés et lisibles.

L'échafaudage comprend la mise en œuvre

- d'un filet de protection sur toute sa hauteur
- d'un platelage de protection au premier niveau assurant la protection du pied de façade et des circulations à l'aplomb de l'échafaudage de toute chute de gravats
- d' un dispositif de levage type treuil électrique (avec dispositif d'alimentation électrique et remise du PV de conformité du dispositif)
- d'une recette à matériaux à chaque niveaux permettant d'assurer une livraison en toute sécurité pour l'ensemble des entreprises

Le recours aux échafaudages respectera les prescriptions de la Recommandation R 408 relative à la Prévention des risques liés au montage, à l'utilisation et au démontage des échafaudages de pied. Les risques visés par cette recommandation sont notamment :

- les chutes de hauteur,
- les chutes d'objets,
- la manutention,
- l'électrification,
- l'effondrement partiel ou complet de l'échafaudage.
- le renversement de l'échafaudage

Toute mise en œuvre d'échafaudage devra être réalisée en prenant en compte préalablement au montage toutes les spécificités relatives aux points suivant :

- Besoins et contraintes de sites.
- Les Cas particulier de la co activité
- Le Choix du matériel (Planchers, Accès, Notice technique de construction...)
- -Les Etudes préalable avec notamment les prescriptions selon la hauteur de l'échafaudage (hauteur

inférieure ou égale à 24 mètres ou hauteur supérieure à 24 mètres)

- Les Cas particuliers d'utilisation

- ☐ l'échafaudage est recouvert, de bâches, de filets,
- ☐ de panneaux de publicité, etc....
- ☐ les valeurs de charge de vent sont supérieures à celles des règlements en vigueur (cf. « Neige et vents », eurocodes,...).
- ☐ des accessoires sont utilisés tels que potences, treuils, etc.

- le Plan d'implantation et de montage

- Les documents sont conservés sur le lieu de travail

- ☐ Plan ou schéma d'implantation

- ☐ Croquis et plan de détails pour le montage

La notice de montage du fabricant ou le plan de l'échafaudage doit être tenu à disposition de la personne dirigeant les opérations de montage ou de démontage et des travailleurs. Le montage est effectué conformément à la notice ou au plan du fabricant et conformément à la note de calcul à laquelle renvoie cette notice.

Si la notice du fabricant n'est pas disponible ou que celle-ci ne correspond pas aux configurations envisagées, alors il doit être effectué un calcul de résistance et de stabilité effectué par une personne compétente.

- Les phases de Montage et démontage.

- Les conditions d'Amarrages

- Les Compétences des opérateurs

- ☐ > Formation

- ☐ > Attestation de compétences

- Travailleurs utilisant l'échafaudage comme poste de travail

La Réception des échafaudages avant utilisation

- La Mise à disposition des documents.

- Réception des échafaudages avant utilisation.

☐ >>>> Si le monteur n'appartient pas à l'entreprise utilisatrice de l'échafaudage, il y a lieu d'établir un Procès-verbal de réception écrit et contradictoire. Ce procès-verbal est établi lors d'une visite commune durant laquelle il est vérifié que l'échafaudage est conforme au cahier des charges et adapté aux besoins de l'entreprise utilisatrice. Le cas échéant, il indique les modifications que l'entreprise utilisatrice est amenée à faire en cours d'utilisation.

☐ >>>> Si le monteur appartient à l'entreprise utilisatrice de l'échafaudage, la procédure décrite ci-dessus pourra être allégée, mais il faut impérativement qu'une personne compétente de l'entreprise vérifie et réceptionne l'échafaudage une fois monté et donne l'autorisation de l'exploiter.

Règles d'utilisation après réception de l'échafaudage

Une fois l'ouvrage réceptionné, il y a lieu d'afficher un panneau fixé à l'échafaudage, mentionnant les conditions d'utilisation et interdisant l'accès aux entreprises et personnes non autorisées. L'entreprise utilisatrice conservera l'échafaudage utilisé dans le même état de conformité et sans modification depuis la réception. Elle est responsable de l'échafaudage et des dommages que le matériel peut causer - Les équipements devront faire l'objet d'une vérification initiale et périodique et après toute modification de leur configuration. Les salariés utilisant l'échafaudage comme poste de travail doivent avoir les compétences acquises lors de la formation réglementaire à la sécurité au poste de travail et figurant en annexe 5 de la Recommandation R408.

Chaque opérateur travaillant sur échafaudage doit être capable de suivre les règles suivantes (référentiel de compétence) :

>>>> Accéder et circuler en sécurité sur l'échafaudage

- Utiliser les tours d'accès, les escaliers, les échelles et trappes pour accéder et changer de niveau et refermer les trappes après utilisation

- Respecter les limites de charges

- En cas de stockage de matériaux, respecter les limites de charges des planchers d'échafaudages

>>>> Maintenir l'échafaudage en sécurité

- Prendre des mesures de sécurité compensatoires lorsque les mesures de protection Collective ont été déposées

- Veiller à remettre en place aussitôt que possible les mesures de protection collectives qui ont été déplacées.

>>>> Tenir compte de la co activité sur les chantiers

- Veiller à ne pas créer de risques pour les travailleurs avoisinant (chutes d'objets, effondrement de charges).

>>>> Signaler les situations dangereuses

- Informer le responsable du chantier
- Savoir réagir en cas de danger immédiat.

Afin de limiter les risques d'interférence dans l'utilisation de dispositifs par chaque entreprise sur des zones communes de travaux, il pourra être envisagé la mise en commun de l'échafaudage.

L'échafaudage devra être installé conformément à la législation en vigueur et, entre autres textes, conformément au décret n° 2004-924 du 1er septembre 2004 qui stipule notamment :

- que le montage, le démontage et la modification des échafaudages ne doivent être entrepris que par du personnel qualifié

- que la stabilité de l'échafaudage doit être assurée

- qu'une note de calcul de résistance et de stabilité doit être réalisée par une personne compétente

- que la notice du fabricant, la note de calculs et le plan de montage doivent être fournis au coordonnateur SPS

- que l'utilisation de l'échafaudage par un corps d'état différent de celui qui l'a monté doit donner lieu à la rédaction d'une convention entre les 2 entreprises stipulant notamment les modalités d'usage de l'installation.

- Qu'un registre des vérifications de sécurité (avant mise en service, trimestrielles et journalières) soit mis en place par l'entreprise titulaire de l'échafaudage et qu'il soit consultable sur site.

Règles d'utilisation d'un échafaudage :

L'attention de tout utilisateur porte notamment sur la vérification préalable avant utilisation (au quotidien) de la conformité des points suivants dans le cadre d'un Examen d'adéquation de l'échafaudage:

- Les matériaux constitutifs des éléments d'un échafaudage

- La stabilité de l'échafaudage qui doit être assurée

- La charge admissible d'un échafaudage qui doit être visiblement indiquée

- la présence permanente des dispositifs de protection collective et de circulation horizontale et verticale

- les conditions d'accès et d'utilisation

- la présence d'équipements complémentaires tels que filets , treuil, recttes à matériaux

- la signalisation

Utilisation partagée de l'échafaudage :

Dans sa recommandation R 408 du 10/06/04 la CNAMTS conseille aux différents utilisateurs de l'échafaudage d'indiquer au monteur leurs contraintes d'utilisation.

Par ailleurs toute mise à disposition d'un échafaudage aux entreprises doit faire l'objet d'une convention de mise à disposition entre l'entreprise qui en assure la gestion et toute entreprise utilisatrices , en concertation avec le Maître d' Œuvre et le CSPS .

En effet Les conditions de mise à disposition doivent prendre en compte le fait de minimiser les interférences et les superpositions de tâche sur l'échafaudage.

Un procès-verbal doit être établi entre le monteur et le ou les entreprises utilisatrices.

la mise a disposition de l'échafaudage s'effectue dans le cadre d'une convention de mise à disposition , et exclusivement à du personnel formé.

Le dispositif doit être adapté à la nature des travaux à réaliser .

L'échafaudage doit être installé conformément à la législation en vigueur et, entre autres textes, conformément au décret n° 2004-924 du 1er septembre 2004 qui stipule notamment :

- que le montage, le démontage et la modification des échafaudages ne doivent être entrepris que par du personnel qualifié

- que la stabilité de l'échafaudage doit être assurée

- qu'une note de calcul de résistance et de stabilité doit être réalisée par une personne compétente

- que la notice du fabricant, la note de calculs et le plan de montage doivent être fournis au coordonnateur SPS

- que l'utilisation de l'échafaudage par un corps d'état différent de celui qui l'a monté doit donner lieu à la rédaction d'une convention entre les 2 entreprises stipulant notamment les modalités d'usage de l'installation.

Mise en œuvre d'une Plate-forme suspendue : (Sans objet)

L'entreprise principale établit le planning prévisionnel de l'opération et le tient à jour de façon

- à minimiser toute interférence entre les interventions

- à disposer si besoin à une mise en commun des moyens afin de faciliter les interventions en sécurité.

La mise en commun du dispositif de déplacement vertical (plateforme suspendue , échafaudage) est à envisager pour tous les lots intervenants sur les parements verticaux faisant l'objet de travaux; sachant que toute interférence avec les travaux de désamiantage est interdite.

Les utilisateurs doivent pouvoir justifier d'une formation à l'utilisation de l'échafaudage.

4.5.8. Utilisation et conduite des véhicules et des engins

La conduite des engins de chantier ne peut être confiée qu'à des conducteurs en possession du titre d'autorisation de conduite établi par son employeur.

Les manœuvres et les évolutions avec visibilité réduite ne peuvent s'effectuer que sous la conduite d'une ou plusieurs personnes chargées :

- Du guidage des véhicules et des engins,
- de la signalisation vis-à-vis des autres utilisateurs de la zone de circulation,
- les avertisseurs sonores et optiques couplés avec la marche arrière sont obligatoires sur tous les engins de chantier.

Un exemplaire des rapports de vérifications périodiques obligatoires doit être tenu à disposition dans le registre sécurité de l'entreprise.

La conduite des engins de chantier ne peut être confiée qu'à des conducteurs en possession du titre d'autorisation de conduite établi par son employeur.

Les manœuvres et les évolutions avec visibilité réduite ne peuvent s'effectuer que sous la conduite d'une ou plusieurs personnes chargées :

- Du guidage des véhicules et des engins,
- de la signalisation vis-à-vis des autres utilisateurs de la zone de circulation,
- les avertisseurs sonores et optiques couplés avec la marche arrière sont obligatoires sur tous les engins de chantier.

Un exemplaire des rapports de vérifications périodiques obligatoires doit être tenu à disposition dans le registre sécurité de l'entreprise.

Le titre d'autorisation et la formation

La conduite des engins de chantier ne peut être confiée qu'à des conducteurs en possession du titre d'autorisation de conduite établi par son employeur.

Les manœuvres et les évolutions avec visibilité réduite ne peuvent s'effectuer que sous la conduite d'une ou plusieurs personnes chargées :

- Du guidage des véhicules et des engins,
- de la signalisation vis-à-vis des autres utilisateurs de la zone de circulation,
- les avertisseurs sonores et optiques couplés avec la marche arrière sont obligatoires sur tous les engins de chantier.

Un exemplaire des rapports de vérifications périodiques obligatoires doit être tenu à disposition dans le registre sécurité de l'entreprise.

Obligation de CACES et autorisation de conduite de l'employeur :

Le code du travail prévoit en outre que la conduite de certains équipements présentant des risques particuliers est subordonnée à l'obtention d'une autorisation de conduite délivrée par le chef d'entreprise. Celle-ci est obligatoire pour la conduite des grues tour, des grues mobiles, des grues auxiliaires de chargement de véhicules, des chariots automoteurs de manutention à conducteur porté, des plates-formes élévatrices mobiles de personnes, des engins de chantier télécommandés ou à conducteur porté. Un arrêté du 2 décembre 1998 précise les modalités de délivrance de cette autorisation. Elle doit être établie et délivrée par le chef d'établissement sur la base d'une évaluation qui comprend :

- un examen d'aptitude réalisé par le médecin du travail;
- un contrôle des connaissances et savoir-faire de l'opérateur pour la conduite en sécurité de l'équipement de travail;
- une connaissance des lieux et des instructions à respecter sur le ou les sites d'utilisation.

La délivrance du CACES est la reconnaissance de l'aptitude d'un opérateur, tant au plan médical que technique, à conduire un engin en toute sécurité. Ce certificat ne doit pas se confondre avec un contenu de formation: la délivrance du CACES constate un état des connaissances et savoir-faire pour la conduite en sécurité.

La détention du CACES sera recommandée à l'ensemble des conducteurs d'engins sur le chantier.

Documents de référence :

Recommandation R372 sur L'utilisation des Engins de chantier Vérification Générale Périodique de l'appareil doit être à jour .Les réserves en matière de sécurité suite à un contrôle doivent être levée avant remise en service de l'engin. Chaque appareil utilisé sur site doit faire l'objet d'un examen d'adéquation écrit prenant en compte le personnel le matériel et l'environnement.

Rappel : Autorisation de conduite = Formation (CACES ou autres) + Aptitude Médicale + Visite du Site.

Le CACES détenu doit être reconnu en FRANCE et notamment pour les entreprises étrangère il y a lieu pour le personnel conduisant des engins de chantier de détenir :

1/ Pour la conduite de PEMP (Nacelle)

- un CACES reconnu en France et de fait de détenir la carte PAL (reconnue en France)

2 / Pour la conduite d'engin autre

Les salariés doivent avoir suivi la formation française pour pouvoir conduire ce type d'équipement et donc le CACES France .

Nota : L'accès au site internet PAL permet effectivement de vérifier la conformité de la carte pour le détenteur

Les règles de sécurité à appliquer en utilisant une nacelle

Lors de l'utilisation d'une nacelle, il est primordial de respecter certaines règles de sécurité. En effet, même si elles disposent d'une rambarde qui protège en partie des risques de chutes, travailler à plusieurs mètres du sol reste particulièrement dangereux pour les travailleurs. Avec ce type de machines, le danger peut venir, aussi bien des airs, que du sol. Bien souvent, une négligence, un manque de vigilance ou un manque de formation peuvent être à l'origine d'accidents, souvent mortels. Même si les chiffres montrent une baisse du nombre de décès dus aux PEMP, 66 personnes dans le monde ont trouvé la mort, en utilisant une nacelle élévatrice, en 2017. Les principales causes de décès sont les chutes de hauteur (38%), les électrocutions (23%) et les renversements (12%). Afin de faire avancer la prévention et de réduire davantage les risques d'accidents, voici 13 règles de sécurité à ajouter à votre to do list, avant d'utiliser une nacelle.

1. Vérifier que l'opérateur est titulaire du CACES

Bien que non obligatoire, il est fortement recommandé aux conducteurs de nacelles élévatrices de disposer d'un CV en logistique mais surtout posséder le CACES R486 (anciennement R386). C'est notamment une recommandation de la Caisse Nationale de l'Assurance Maladie des Travailleurs Salariés (CNAMTS) et de l'Institut National de Recherche et de Sécurité (INRS) afin d'éviter tout accident. Depuis la nouvelle réglementation instaurée le 1er janvier 2020, le CACES de la nacelle est divisé en trois catégories différentes :

- La catégorie A qui regroupe toutes les nacelles à élévation verticale (plate forme ciseaux, toucan...)
- La catégorie B qui englobe les PEMP à élévation multidirectionnelle (articulée, araignée....)
- La catégorie C qui comporte la conduite hors-production des appareils (chargement, déchargement...)

À noter que ce certificat est valable 5 ans.

En revanche, l'employeur a l'obligation de former et vérifier les compétences à la conduite de ses collaborateurs par le moyen qu'il souhaite. Le CACES est une des façons de remplir cette obligation avant la délivrance de l'autorisation de conduite.

À noter, une entreprise qui fait travailler ses employés sans autorisation de conduite s'expose à d'importantes sanctions en cas d'accident et cela peut parfois ne pas rentrer dans le cadre des conventions collectives.

2. Contrôler les papiers de la machine

En cas de location de nacelle, il faut vérifier que les papiers obligatoires sont présents sur la machine. Ainsi, vous devez avoir la notice d'utilisation de la nacelle, le carnet de maintenance et le rapport de vérification périodique à 6 mois. Enfin, vous devez vous assurer que toutes les réserves ont été levées.

3. Faire toutes les vérifications d'usage avant la mise en service de la machine

Quel que soit le type de nacelles élévatrices, il est primordial de faire le tour de la machine afin de détecter d'éventuels problèmes. La première chose à inspecter est le véhicule en lui-même. Il faut vérifier les niveaux de liquides (carburant, huile, liquide de refroidissement, etc.), ainsi que les pneus, les feux ou encore les alarmes de recul. Après les vérifications du véhicule, on peut passer à celles du bras articulé. Les systèmes hydrauliques et électriques doivent parfaitement fonctionner, de même que les commandes de fonctionnement et d'urgence.

4. Inspecter les alentours de la zone de travail

Il peut arriver que l'environnement de travail présente davantage de risques que la nacelle. Lorsque l'on se trouve en intérieur, il faut inspecter le plafond et surtout s'assurer qu'il est d'une hauteur adéquate. Le plancher peut aussi être une source de danger. Il ne doit pas y avoir de trous ou de bosses qui pourraient mettre en péril la stabilité de la machine.

En extérieur, le danger principal vient du ciel. En effet, il faut être extrêmement prudent lorsque l'on travaille à proximité de lignes électriques ou de communication. Même si les lignes paraissent hors-tension, il est primordial de rester vigilant. Comme dans le cas d'une utilisation en intérieur, le sol ne doit pas être instable

ou comporter des trous qui pourraient menacer l'équilibre de la machine.

5. Ne pas dépasser la limite de poids

Toutes les nacelles élévatrices, quel que soit leur type, possèdent une charge maximale à ne pas dépasser. Cette charge correspond au poids combiné de l'opérateur, des outils et des matériaux qui se trouvent dans le panier de la nacelle. Avant de commencer à travailler, il faut donc connaître la charge maximale que peut supporter la machine que l'on utilise, et calculer avec précision le poids de tous les éléments qui prendront place dans le panier.

Cette fameuse charge maximale varie selon le type de nacelle que vous louez : araignée, télescopique, ciseaux, toucan, etc. et selon la taille de l'engin.

C'est le fabricant de la nacelle qui est chargé de fixer la limite de poids. Il faut donc se référer au manuel d'utilisation de la machine pour éviter toute mauvaise surprise.

6. Ne pas sortir du panier durant l'utilisation

Cela peut paraître évident, mais il ne faut en aucun cas tenter de sortir de la nacelle ou de monter sur le garde-corps pendant que la machine est en fonctionnement. Le panier de la nacelle constitue un équipement de protection collectif en lui-même. Les nacelles élévatrices ne sont pas conçues pour que l'on puisse quitter le panier en cours d'utilisation. Même si l'on veut atteindre un objet légèrement hors de portée, il est préférable de déplacer la nacelle de quelques mètres, plutôt que de risquer une chute.

Si un travailleur est amené à quitter la nacelle pour effectuer une tâche, c'est que celle-ci n'est pas adaptée à la situation.

7. Respecter le nombre d'opérateurs préconisé par le fabricant

Pour chaque type de nacelles, il y a un nombre limité d'opérateurs qui peuvent être présents dans le panier. C'est le constructeur de la nacelle qui est chargé d'indiquer le nombre d'opérateurs nécessaires.

• **Les PEMP de type 1**

On distingue deux catégories de nacelles de type 1 : celle dont l'élévation est uniquement verticale et celle dont l'élévation est multidirectionnelle. Les nacelles de type 1 nécessitent deux personnes. L'une manœuvrant la nacelle depuis le panier et l'autre, au sol, indispensable pour guider l'opérateur et prévenir les secours en cas de besoin. Le type 1 regroupe les élévateurs dont le déplacement n'est autorisé qu'avec la plate forme repliée en position de transport. On retrouve ainsi les nacelles araignées et les nacelles télescopiques.

• **Les PEMP de type 2**

La réglementation change concernant les nacelles de type 2. Ce type regroupe les nacelles dont le déplacement avec la plate forme déployée ne peut être commandé que par un organe fixé sur un châssis. Dans le type 2, on retrouve principalement les camions nacelles PL et VL. Trois personnes sont nécessaires à l'utilisation de ce type de nacelle. Le conducteur de l'engin porteur, l'opérateur de la plate forme et une autre pour guider l'opérateur. Pour toute question sur l'engin, vous devez vous référer au constructeur du camion nacelle.

• **Les PEMP de type 3**

Cette catégorie comprend les nacelles ciseaux et les nacelles articulées. Pour ces nacelles, la translation avec la plate forme en position haute peut être directement commandée depuis le panier. Il faut deux personnes pour les manœuvrer, l'une dans le panier qui contrôle les commandes et une autre au sol pour guider et intervenir en cas d'urgence.

8. Porter un harnais de sécurité et un casque

Cette catégorie comprend les nacelles ciseaux et les nacelles articulées. Pour ces nacelles, la translation avec la plate forme en position haute peut être directement commandée depuis le panier. Il faut deux personnes pour les manœuvrer, l'une dans le panier qui contrôle les commandes et une autre au sol pour guider et intervenir en cas d'urgence.

9. Matérialiser L'environnement de travail !

Lors de l'utilisation d'une nacelle élévatrice, il n'y a pas que l'opérateur qui est soumis aux risques. Toute personne au sol se trouvant dans la zone de portée de la machine peut être en danger. C'est pourquoi il faut éloigner les travailleurs au sol et les piétons de la zone de portée. Les travaux réalisés à l'aide de la nacelle peuvent provoquer la chute d'éléments ou de matériaux et blesser ceux qui se trouvent en dessous.

Il est également important et obligatoire de signaler la présence de la machine en positionnant des panneaux de signalisation. Le respect du balisage au sol par les piétons est à la charge de l'accompagnateur de l'opérateur. Il doit veiller au maintien en place de la signalisation et empêcher les passants d'entrer dans la zone de travaux. Signaler correctement la présence d'un chantier est primordial, surtout en cas d'accident avec un piéton. La responsabilité de l'accident sera à l'appréciation de la justice et l'entreprise devra alors démontrer que sa signalisation et son balisage étaient adéquats.

10. Prudence avec les nacelles !

Une nacelle et une machine de levage utilisée pour les travaux de second œuvre (peinture, électricité,

isolation, chauffage, etc...) ou encore les inventaires d'entrepôt. Pour les travaux d'intérieur vous pouvez louer une nacelle électrique et diesel pour le travaux en extérieur. Il est important de prendre un compte les préconisations des constructeurs si vous louez une nacelle manitou, haulotte ou encore genie.

Il faut toujours faire attention dans le cadre de l'utilisation d'une nacelle élévatrice, que l'on se trouve au sol ou dans le panier. En effet, la capacité de ces engins à se déplacer et à s'élever verticalement, peut occasionner des accidents très graves, si la nacelle heurte un obstacle. La zone d'action de la nacelle doit donc toujours être dégagée afin d'éviter qu'elle ne se renverse.

Une chute de l'opérateur peut être provoquée parce que l'on appelle l'effet catapulte. Le choc d'une roue qui heurte un obstacle ou qui tombe dans un trou se répercute le long du mât et provoque un violent mouvement du panier. Si l'opérateur ne porte pas de harnais, il peut alors se faire éjecter.

Pour déplacer une nacelle, il est nécessaire de replier totalement le mât avant de bouger la machine. Un déplacement avec une machine non-repliée peut provoquer son basculement.

Enfin, vous devez également prendre en compte la protection de la machine. En effet, lorsque que le chantier n'est plus en activité, vous devez assurer les protection contre le vol de vos machines de chantiers.

11. Ne pas utiliser de nacelle pour faire de la manutention

Les nacelles élévatrices sont des machines uniquement destinées aux travaux en hauteur et au levage de personnes et d'outils. Il ne s'agit en aucun cas d'engins de manutention. Elles ne doivent donc pas être utilisées pour déplacer des objets ou des matériaux. En utilisant une nacelle comme machine de manutention, vous risquez de dépasser la charge maximale, sans vous en rendre compte. Cela peut provoquer le renversement de la machine et mettre en danger les personnes aux alentours.

Pour toute action de manutention, Tractor offre la possibilité de louer, dans les principales villes françaises et prochainement sur tout le territoire, des chariots élévateurs et des chariots télescopiques. Ces machines sont disponibles avec ou sans chauffeur, pour soulever ou déplacer tous vos matériaux.

12. Ne pas utiliser la nacelle en cas de vents violents

Utiliser une nacelle élévatrice sous un mauvais temps ou des vents violents est une pure folie ! Les élévateurs répondant à la norme française EN280 sont conçus pour être stables face à des vents allant jusqu'à 12,5 mètres par seconde, soit 45 km/h. La vitesse maximale admissible doit obligatoirement être indiquée sur la plaque fixée sur la machine par le constructeur. Pour certaines nacelles utilisables en intérieur comme lorsque vous louez des nacelles toucans électriques, la vitesse maximale peut être nulle.

Avant d'entamer ses travaux, il faut donc se renseigner sur les conditions climatiques. Certaines entreprises disposent même d'anémomètres pour vérifier la vitesse du vent directement sur site.

13. Ne négliger aucune des consignes de sécurité !!

Toutes les consignes de sécurité que nous venons de citer ne doivent pas être prises à la légère. Même si le temps presse, ou si votre chantier a pris du retard, aucune raison ne justifie la négligence de sa propre sécurité, et de celle de ses collègues ou employés. Du fait de la hauteur qu'elles peuvent atteindre, les accidents de nacelles élévatrices sont souvent mortels. Un accident est vite arrivé, et il peut entraîner la fermeture de l'entreprise et mettre en danger des dizaines, voire des centaines d'emplois.

L'utilisation d'une nacelle grande hauteur, comme pour toutes autres machines, comporte des risques. Mais en suivant ces quelques consignes et en restant vigilant durant votre chantier, vous pourrez travailler en toute tranquillité.

4.6. Moyens communs

4.6.1. Mise en commun des équipements de travail et d'accès en hauteur

Sans Objet.

**Compte tenu de la nature de cette opération, cette recommandation ne peut pas s'appliquer.
Par décision du Maître d'Ouvrage cette opération ne sera pas concernée.**

4.6.2. Ascenseurs définitifs en phase chantier

Sans Objet.

**Compte tenu de la nature de cette opération, cette recommandation ne peut pas s'appliquer.
Par décision du Maître d'Ouvrage cette opération ne sera pas concernée.**

4.6.3. Sécurisation des circulations, des accès et livraisons à pied d'œuvre, Echafaudages et matériels

FACILITER L'ACCES AUX NIVEAUX :

- Mettre en place des échelles pour un accès en fond de fouille
- Éclairage mis en œuvre à l'avancement des travaux :

CIRCULATION CHANTIER

- Remblai périphériques à l'avancement pour les niveaux situés en dessous du rez-de-chaussée
- Mise en œuvre de signalisations horizontales, verticales
- un contrôle du personnel ayant accès sur le chantier sera mise en place par l'entreprise titulaire du Marché
- cheminement clairement défini et sans entrave

REALISATION DE CHEMINEMENTS PARTICULIERS PROVISOIRES POUR FACILITER L'EXECUTION DES TRAVAUX EST AUTORISEE

- l'entreprise titulaire reste responsable de la mise en place.
- Ces zones provisoires seront balisées, l'entreprise devra en signaler la durée au M.OE et au C.SPS auparavant.

4.6.4. Protection des accès – Auvents

Sans objet

4.7. Nettoyage et enlèvement des déchets

BENNES DE CHANTIER

- Des bennes seront installées et évacuées régulièrement (dès qu'elles seront pleines) par l'entreprise titulaire du marché.
- Des goulottes seront également installées
- L'entreprise titulaire de chaque marché mettra en place autant de bennes qu'ils existent de catégorie de déchets : au moins 3 bennes

5. ORDRE ET SALUBRITE DU CHANTIER

5.1. Stockages sur le chantier

Les entreprises doivent informer le Maître d'Œuvre de leurs besoins de stockage de matériaux sur le chantier. Les zones de stockage des matériaux sont délimitées et indiquées sur le Plan d'Installation du Chantier, qui est tenu à jour en fonction de l'avancement des travaux.

Les entreprises indiquent dans le P.P.S.P.S. si leurs travaux comprennent la mise en œuvre de substances ou des préparations dangereuses pouvant provoquer des intoxications, incendie ou explosion.

Les entreprises entreposent les produits à risque, conformément aux prescriptions des F.D.S. Tous stockages dans le bâtiment doivent faire l'objet d'une analyse par le Maître d'œuvre en concertation avec le CSPS. Ces zones doivent apparaître sur le plan d'installation de chantier.

L'entreprise précise dans son P.P.S.P.S. les règles de stockage relatives aux produits employés ainsi que les dispositions qu'elle met en œuvre en ce qui concerne notamment la ventilation et l'éclairage de ces zones de stockage.

Chaque entreprise doit maintenir en état de propreté ses zones de stockage et doit en conséquence effectuer les nettoyages quotidiens et évacuer ses déchets jusqu'aux points de regroupement convenus pendant la période de préparation et confirmés à l'occasion des réunions de chantier.

5.2. Nettoyage

Agent de propreté

Chaque entreprise désigne un Agent de Propreté qui, jusqu'à la réception T.C.E. a pour mission :

- De veiller à la propreté et au rangement des zones de stockage et des postes de travail de son entreprise
- De veiller au parfait état de propreté du chantier, des cantonnements et des voiries (à l'intérieur et à la sortie du chantier),
- D'organiser la mise en place et l'enlèvement des bennes à gravats,
- De provoquer les nettoyages

Nettoyage du chantier :

L'ensemble du chantier est nettoyé en permanence suivant un rythme adapté en fonction de l'importance des déchets générés par les activités du chantier. En aucun cas, les circulations ne doivent être encombrées par des déchets.

5.3. Enlèvement des déchets

Chaque entreprise est responsable du nettoyage lui incombant, défini dans les différents chapitres.

Les déchets doivent être limités, triés. Le contrôle de leur élimination se fait par Bordereau de Suivi des Déchets (BSD), dont une copie est conservée sur le site.

Afin d'éviter toute pollution du site, les produits polluants sont stockés conformément à la fiche de données de sécurité.

Privilégier l'emploi de produit naturel.

5.3.1. Evacuation des gravats et des déchets ordinaires

Conditions d'enlèvement des matériaux, déchets, décombres, gravats.

Les entreprises de bâtiment doivent individualiser les emballages, transporter tous les déchets en respectant certaines conditions, ou les confier à un professionnel du déchet qui les valorisera dans les conditions légales, c'est-à-dire par réemploi, recyclage ou transformation en énergie, à l'exclusion de tout autre mode

d'élimination.

Il existe trois classes d'installations de stockage, en fonction de la perméabilité de leur sous-sol et de leur mode de gestion (création d'alvéoles, captage des biogaz, traitement des rejets liquides) :

o Classe 1 : pour les déchets dangereux

o Classe 2 : pour les déchets non dangereux et non inertes

o Classe 3 : pour les déchets inertes

En référence du CCAG Travaux – arrêté du 8 septembre 2009 du Code des marchés publics :

L'article 36.1 précise les principes généraux : la valorisation ou l'élimination des déchets créés par les travaux, objet du marché, est de la responsabilité du maître de l'ouvrage en tant que "producteur" de déchets et du titulaire en tant que "détenteur" de déchets, pendant la durée du chantier.

o L'emplacement des bennes sera porté sur le plan d'installation

o Les entreprises indiqueront au M.O, M.OE et au C.SPS les conditions d'élimination ou d'évacuation des déchets

ZONES ET CONDITIONS DE STOCKAGE

o Les zones de stockage et d'entreposage des différents matériaux et déchets, gravats seront à porter sur le plan d'installation. Tout stockage en dehors de ces zones est interdit.

o Des bennes seront installées et évacuées régulièrement (dès qu'elles seront pleines) par l'entreprise titulaire du marché.

o L'entreprise titulaire du lot G.O mettra en place autant de bennes qu'ils existent de catégorie de déchets

o L'entreprise titulaire du marché principal transmettra au maître d'ouvrage les bordereaux de suivi des déchets au maître d'ouvrage à chaque mise en décharge ou recyclerie.

o Le brûlage à l'air libre, et donc sur le chantier, est interdit : sauf à avoir une autorisation spécifique au titre des installations classées et sauf pour les bois infectés par des insectes xylophages (termites, capricornes,...).

5.3.2. Enlèvement des matériaux dangereux utilisés

L'entreprise indique dans son P.P.S.P.S. les conditions d'enlèvement des déchets industriels spéciaux (produits et emballages) et indique le lieu de traitement (produits et procédures) Exemple : amiante, matériaux contaminés, produits chimiques, P.C.B. ...

Les déchets réputés dangereux doivent être évacués le plus rapidement possible. La procédure d'évacuation fera l'objet d'un accord du Maître d'Ouvrage, du Maître d'Œuvre et si nécessaire des autorités compétentes

5.3.3. Mesure en cas de défaillance d'une entreprise

Sur simple constat le Maître d'Ouvrage, le Maître d'Œuvre sans mise en demeure préalable peut faire procéder aux modifications des stockages ou des nettoyages qu'ils jugeraient nécessaires par une entreprise du chantier ou extérieure. Les frais résultants sont imputés aux entreprises défaillantes.

6. INTERFERENCES AVEC DES ACTIVITES D'EXPLOITATION

Sujétions découlant des interférences avec des activités d'exploitation sur le site à l'intérieur ou à proximité duquel est implanté le chantier

6.1. Déclarations particulières

Il incombe aux entreprises d'établir toutes les demandes d'autorisation nécessaires à la réalisation de ses travaux et notamment :

- DT à charge du maître d'ouvrage
- Application de la loi anti-endommagement
- D.I.C.T - Il incombe aux entreprises d'établir toutes les demandes d'autorisation nécessaires à la réalisation de ses travaux et notamment :
 - DT à charge du maître d'ouvrage
 - Application de la loi anti-endommagement
 - D.I.C.T - La DICT effectuée par chaque entreprise préalablement avant toute intervention, permet d'appréhender la nature des réseaux pouvant impacter le sous-sol et les zones d'intervention et environnantes, de prendre les dispositions visant à desservir le chantier en réseaux, et d'adapter la méthodologie d'exécution des travaux;
L'entreprise prend en compte les modalités à respecter en matière de sécurité, figurant sur les DICT dans le cadre des interventions à proximité des réseaux concernés et conformément à la réglementation anti-dédommagement des réseaux.
La procédure de reconnaissance des réseaux est complétée sur le domaine privée (hors emprise concessionnaires) par la recherche et la détection des réseaux privés sur la base des plans de recollement de l'exploitant du site complétée par la reconnaissance par Géoradar.
L'entreprise adopte les memes mesures de sécurité vis à vis de ces réseaux conformément à la réglementation anti-dédommagement des réseaux.

- Demandes d'arrêtés - Requis pour toute intervention sur le domaine public quel qu'en soit la nature.

Cas Particulier :

Pour le Camp Raffalli la recherche de réseaux sur l'emprise de l'opération, s'effectuera sous l'égide du responsable du Camp.

- Autorisations concessionnaires - L'AIPR est obligatoire depuis le 1er janvier 2018

L'autorisation d'intervention à proximité de réseaux prévue à l'article R. 554-31 du code de l'environnement est obligatoire pour au moins une personne assurant pour le compte du responsable de projet la conduite ou la surveillance de travaux entrant dans le champ du présent arrêté, et lorsque pour les travaux prévus sont appelés à intervenir plusieurs entreprises, entreprises sous-traitantes incluses, ou plusieurs travailleurs indépendants

Elle est également obligatoire pour toute personne intervenant pour le compte de l'exécutant des travaux comme encadrant de ces travaux, ou comme conducteur d'engin appartenant à la liste fixée en annexe 4, ou comme suiveur de conduite d'engin, ou comme intervenant sous la direction de l'exécutant de travaux urgents au sens de l'article R. 554-32 du code de l'environnement.

Détail des textes applicables :

- article R. 554-31 du code de l'environnement
- articles 20 à 22 et article 25 de l'arrêté du 15 février 2012 modifié
- arrêté encadrant l'examen par QCM

Ces déclarations sont à établir et à diffuser par toute entreprise (compris sous traitante) dès lors qu'elle réalise des travaux en sol et à proximité des réseaux aériens.

Ces déclarations sont à établir et à diffuser par toute entreprise (compris sous traitante) dès lors qu'elle réalise des travaux en sol et à proximité des réseaux aériens.

Les renseignements sont obtenus auprès de la maîtrise d'œuvre.

Les entreprises (notamment : Terrassement - VRD, espaces verts, gros œuvre . . .) établissent les déclarations d'intention de commencer les travaux (DICT) auprès des exploitants ou des concessionnaires concernés. Ces DICT accompagnées des réponses des exploitants ou des concessionnaires concernés sont présentées à la maîtrise d'œuvre. Les travaux ne peuvent commencer sur ordre de la maîtrise d'œuvre que lorsque les recommandations, les mesures de prévention ou de sécurité ou les moyens de protection mentionnés dans les réponses aux DICT sont effectivement mis en œuvre, éventuellement en concertation avec les exploitants ou les concessionnaires concernés.

6.2. Contraintes dues au voisinage de l'opération

L'entreprise DU LOT G.O : élabore les modes opératoires de façon à ne pas exporter de nuisance (poussière, bruit, vibration, ...) sur l'environnement et le public

6.3. Risques par rapport à un chantier voisin

Dans l'hypothèse d'un chantier voisin en cours:

Les entreprises tiennent compte de la présence d'un autre chantier à proximité.

L'entreprise doit se mettre en rapport avec les chantiers en proximité pour mettre en place le mode de communication et de concertation sous couvert du Maître d'œuvre afin d'éviter les interférences et risque de coactivité .

Le Maître d'Ouvrage ou le Maître d'Œuvre doit demander au chef d'établissement voisin l'analyse de risque.

Obligation réglementaire

Le maître d'œuvre et le Maître d'ouvrage ont à charge d'informer le CSPS de l'existence de chantiers en cours ou à venir pouvant interférer avec la présente opération afin d'analyser les interférences occasionnées et définir les mesures à prendre pour minimiser les phases de coactivité entre les opérations .

Article L4531-3

« Lorsque, sur un même site, plusieurs opérations de bâtiment ou de génie civil doivent être conduites dans le même temps par plusieurs maîtres d'ouvrage, ceux-ci se concertent afin de prévenir les risques résultant de l'interférence de ces interventions. »

« Article L4732-2

Pour les opérations de bâtiment ou de génie civil, lorsqu'un risque sérieux d'atteinte à l'intégrité physique d'un intervenant sur le chantier résulte, lors de la réalisation des travaux, ou peut résulter, lors de travaux ultérieurs, de l'inobservation des dispositions incombant au maître d'ouvrage prévues au titre Ier du livre II et de celles du titre III du livre V ainsi que des textes pris pour leur application, l'inspecteur du travail saisit le juge des référés pour voir ordonner toutes mesures propres à faire cesser ou à prévenir ce risque.

Cas des interférences de grues :

L'entreprise doit se mettre en rapport avec les chantiers en proximité pour mettre en place le mode de communication avec les grutiers, ceci afin d'éviter les interférences sur les mêmes fréquences en cas de communication par radio (Talkie-walkie).

Les entreprises utilisant des grues de tous types doivent donner les caractéristiques de celles ci. Un dispositif de gestion des interférences et des zones interdites doit être installé.

Les maîtres d'ouvrages ont obligation de se concerter en cas d'opérations concomitantes afin d'adopter des mesures communes en matière de gestion de la coactivité.

L'entreprise doit se mettre en rapport avec les chantiers à proximité pour mettre en place le mode de

communication et de concertation sous couvert du Maître d'œuvre afin d'éviter les interférences et risque de coactivité.

Le Maître d'Ouvrage ou le Maître d'Œuvre doit demander au chef d'établissement voisin l'analyse de risque relative à son opération

Mesures de Prévention du Plan de Prévention du Camp Raffalli :

Les entreprises devront respecter les points suivants lorsque le personnel circulera dans le camp, hors zone de l'opération :

- Respect du code de la route (article R413-17) dans l'enceinte du camp (vitesse réduite à l'approche des zones dangereuses ainsi qu'à l'approche de groupes ou formations de piétons)
- Vitesse limitée à 20 km/h
- Respect des sens de circulation en vigueur (cf. plan)
- Interdiction de circuler hors de la zone du camp accessible au personnel de l'entreprise extérieure (cf. plan)
- Balisage de la zone d'opération (cône ou rubalise) et limitation de l'accès aux opérateurs
- Priorité aux troupes à pieds.

Le PP est joint au PGC SPS.

CHANTIER EN SITE OCCUPE :

Code du travail : Article R4532-14 : gestion des interférences en site occupé

Le coordonnateur tient compte des interférences avec les activités d'exploitation sur le site à l'intérieur ou à proximité duquel est implanté le chantier et à cet effet, notamment :

1° Procède avec le chef de l'établissement en activité, préalablement au commencement des travaux, à

une inspection commune visant à :

- a) Délimiter le chantier ;
- b) Matérialiser les zones du secteur dans lequel se situe le chantier qui peuvent présenter des dangers spécifiques pour les travailleurs des entreprises appelées à intervenir ;
- c) Préciser les voies de circulation que pourront emprunter les travailleurs, les véhicules et engins de toute nature des entreprises concourant à la réalisation des travaux, ainsi qu'à définir, pour les chantiers non clos et non indépendants, les installations sanitaires, les vestiaires, les locaux de restauration et le local ou les aménagements mentionnés à l'article R. 4534-142-1 auxquels auront accès leurs travailleurs ;

2° Communiquer aux entreprises appelées à intervenir sur le chantier les consignes de sécurité

arrêtées avec le chef d'établissement et, en particulier, celles qu'elles devront donner à leurs travailleurs, ainsi que, s'agissant des chantiers non clos et non indépendants, l'organisation prévue pour assurer les premiers secours en cas d'urgence et la description du dispositif mis en place à cet effet dans l'établissement.

Règles à observer pour l'organisation des interventions en site occupé :

- sectoriser /phaser les travaux obligatoirement pour supprimer les interférences avec le personnel occupant les bâtiments;
- délai de prévenance des travaux compatible avec l'activité du bâtiment. La continuité de service devra être préservée.
- Privilégier les horaires hors activité des occupants, en coordination avec le chef d'établissement pour la réalisation des travaux « lourds » ;
- Protection obligatoire de tout le mobilier par bâchage ou déplacement (après accord de l'occupant), y compris signalétique dédiée ;
- Nettoyer la zone d'intervention quotidiennement ;
- Réaliser une réunion de coordination entreprise / occupant a minima chaque semaine afin d'anticiper les activités de chacun dans le respect des principes généraux de prévention.

Les planning et les phasages des interventions sont disponibles en annexe. Ils sont diffusés à chaque chef d'établissement et aux entreprises intervenantes avant leur intervention dans les bâtiments

6.4. Travaux effectués dans un établissement par une entreprise extérieure

Au cours de ses travaux, l'Entreprise devra :

- Respecter les consignes de sécurité de l'établissement
- Donner suite sans délai aux observations formulées par l'exploitant afin de ne pas générer de risques ou dégrader le niveau de sécurité de l'établissement.

Notamment :

- Un soin particulier doit être apporté à la signalisation, au balisage des zones à risque (chute, effondrement, ...) pour canaliser les véhicules et engins de chantier ainsi que les intervenants, hors des zones dangereuses et amener le moins de gêne au bon déroulement du chantier. Aucun câble électrique volant, raccord de tuyauterie souple véhiculant un quelconque fluide, stock de gaz sous pression ; ne devra être placé dans les lieux de passage du public et du personnel du dépôt, ni être accessible directement par celui-ci.
- L'activité du chantier sera organisée pour n'apporter, aucune gêne au voisinage en dehors des zones de travaux, notamment au niveau des circulations de chantier.

Le Maître d'Œuvre se réserve toutefois le droit, si les dispositions prises lui semblent insuffisantes, d'imposer au titulaire du marché de prendre des mesures de protection complémentaires.

- Etablir en coordination avec le chargé de prévention le plan de prévention.

6.5. Prévention incendie et explosion, Permis de feu

Relation avec les pompiers et les services de secours

L'entreprise réalise dans le cadre de la préparation de chantier, les démarches nécessaires auprès des services du SDIS ou de sécurité de l'établissement (PC Sécurité) et de secours afin de prendre en compte les contraintes d'accessibilité aux ouvrages avoisinants pour les pompiers et les secours, et les moyens à mettre en œuvre pour maintenir des voies de circulation prioritaires en conséquence et faciliter l'intervention des secours.

La prévention de l'incendie et explosion passe par la gestion des travaux par points chauds qui regroupent :

- les opérations de retrait de matières ou de désassemblage d'équipements par découpage, meulage ou ébarbage
- les opérations d'assemblage par soudures par exemple ou de mise en place ou retrait d'étanchéité en matériaux inflammables.

De manière générale, ceci comprend tous les travaux pouvant produire des étincelles ou pouvant engendrer des surfaces chaudes qui sont susceptibles d'engendrer des incendies par induction.

Les machines portatives tournantes (disqueuses, tronçonneuses, perceuses...) sont aussi concernées par les mesures de prévention.

Le permis de feu est prévu pour encadrer toutes les opérations susceptibles de générer des points chauds d'une manière générale. Lorsque des travaux par points chauds concernent un poste permanent (poste fixe de soudure par exemple), le permis de feu n'est pas nécessaire, la maîtrise des sources d'inflammation étant déjà effectuée dans l'évaluation des risques du poste de travail. (extrait document INRS).

La rédaction du permis de feu est obligatoire pour tous travaux par points chauds, que ces opérations soient réalisées par l'entreprise elle-même ou par une entreprise extérieure. Cette démarche s'intègre dans les procédures existantes (autorisation de travaux, plan de prévention, plan particulier sécurité protection de la santé (PPSPS)...) et fait partie intégrante des mesures de prévention issues de l'évaluation des risques de l'entreprise (document unique).

Le permis de feu doit être formalisé et expliqué. Chaque intervenant doit connaître les risques et les moyens à mettre en œuvre pour les diminuer et s'engage à respecter les règles de l'intervention.

Nous demandons aux entreprises de se référer au document INRS ED6030 et notamment aux pages 11 à 14 définissant l'ensemble des démarches et comportant aussi un exemple de permis de feu.

Permis feu : En site occupé en exploitation

PRENDRE ATTACHE AUPRES DU CHEF D'ETABLISSEMENT POUR DEFINIR LES MODALITES DU PERMIS FEU

L'établissement du permis de feu pour tous les travaux par points chauds (Soudage, décapage, meulage) est obligatoire.

Il doit être renouvelé, à chaque changement (d'opération, de lieu, de méthode de travail)

Le permis de feu est signé par la personne commandant les travaux, par la personne chargée de veiller à la sécurité et par l'opérateur.

Une souche est archivée sur le chantier.

Un cahier d'enregistrement de permis de feu est mis à disposition sur le chantier.

Sur chantier clos et indépendant

toute entreprise réalisant des travaux à feu nu met en place les dispositions équivalentes à celles du permis feu avec notamment

- la mise en place de dispositif de protection vis à vis de la propagation du feu
- la présence d'un extincteur au poste de travail
- la formation du personnel au maniement de l'extincteur
- le contrôle en fin de poste et à minima 2 h avant le départ du chantier par la personne chargée des travaux
- la rédaction du mode opératoire dans le PPSPS

Gestion de la Détection Incendie en site occupé

Afin d'éviter tout déclenchement intempestif de la détection incendie pendant la durée des travaux, l'entreprise contacte chaque jour le PC sécurité de l'établissement (ou service équivalent) afin de procéder en début d'intervention à la neutralisation de la détection incendie (sensible à la poussière et aux vibrations) et maintenir des dispositions d'efficacité équivalente en termes d'alerte et moyen de lutte contre l'incendie .

Les travaux ne doivent en aucun cas dégrader le niveau de sécurité de l'établissement.

L'entreprise informe le PC sécurité en fin de journée de travail afin qu'il procède aux vérifications d'usage et remette en service la détection incendie

Seul le PC Sécurité est habilité à donner des directives et intervenir sur la neutralisation de la détection incendie

6.6. Interférences avec l'exploitant si utilisation partielle des ouvrages

Pour toute intervention sur des ouvrages en exploitation (hors périmètre clos et indépendant soumis à coordination SPS) celles-ci sont régies sous plan de prévention à établir préalablement avant toute intervention avec le chef d'établissement

il est fait application des dispositions du décret du 20/02/92 sur les zones sous exploitation (hors chantier clos et indépendant)

Relation avec les pompiers et les services de secours

L'entreprise réalise dans le cadre de la préparation de chantier, les démarches nécessaires auprès des services du SDIS ou de sécurité de l'établissement (PC Sécurité) et de secours afin de prendre en compte les contraintes d'accessibilité aux ouvrages avoisinants pour les pompiers et les secours, et les moyens à mettre en œuvre pour maintenir des voies de circulation prioritaires en conséquence et faciliter l'intervention des secours.

Relation avec les exploitants

Cette relation est considérée comme un terme qui regroupera tout ce qui a trait avec tout exploitation d'infrastructure (réseaux, bâtiments, services,) impacté par l'opération, que ce soit de l'information, de l'organisation ou de la gestion de mise en commun de moyen.

Le maître d'œuvre se charge de gérer l'interface avec l'Exploitant de telle sorte que les entreprises ne doivent en aucun cas prendre une initiative impactant l'exploitation s'en en référer préalablement au Maître d'œuvre, et notamment tout ce qui concerne les interventions hors emprises chantier

L'exploitant est associé aux réunions de chantier sous couvert du maître d'œuvre afin de faire part des modalités de coopération, et des nuisances ou manquement relatif aux règles de fonctionnement de l'établissement.

Plan de Prévention:

L'entreprise (dite Entreprise Extérieure) prend en compte le Plan de Prévention (ou équivalent) de l'établissement (Dit Entreprise Utilisatrice) concernant les contraintes d'intervention sur le site et plus particulièrement pour les zones où l'opération ne peut être considérée comme un "chantier clos et indépendant" .

- Le plan de prévention de l'établissement (ou équivalent , à joindre au DCE) est à prendre en compte par l'entreprise afin de connaître l'ensemble des contraintes liées à l'exploitation du site .

- L'Étude des modes opératoires tient compte du caractère de la production de l'établissement, et notamment

des règles de l'établissement

- Aucun stationnement, installation, stockage de quelque nature que ce soit ne sont tolérés sur la voie d'accès au site, ou à proximité des voies dans le périmètre de sécurité au sol et en aérien.
- Aucun stationnement, installation, stockage de quelque nature que ce soit ne sont tolérés en dehors de la clôture de chantier,
- Les bruits, poussières doivent être limités au minimum au vu des connaissances et techniques de mise en œuvre actuelles,
- Les salariés du chantier et livreurs passent automatiquement par le local accueil de l'établissement,
- La voie pompier doit rester libre en permanence,
- Les consignations et déconsignations de réseaux ne peuvent se faire qu'après avis du chef d'établissement du centre et des services de sécurité et de maintenance en place,
- Un permis de feu doit être établi pour chaque travail par point chaud,
- Les entreprises tiennent compte également de la présence d'autres intervenants sur le site, livreurs, entreprises de maintenances, gardiens, transports de fonds, etc.
- Les travaux de raccordements des fluides et ventilations sont exécutés en dehors des heures d'ouverture de l'établissement,
- permis de fouilles

PM : la mise en place d'un plan de prévention peut être notifiée en cas d'intervention sur un chantier clos et indépendant une fois transféré à l'exploitant, pour les travaux de levées de réserves ou travaux supplémentaires, en site devenu exploité.

6.7. Cas particulier

(Sans objet)

7. ORGANISATION DES SECOURS

MOYENS D'EVACUATION DES BLESSES.

- tenir compte des accès du chantier et des circulations sur le chantier réservés aux secours.
- mettre en place lors de la période préparation du chantier des panneaux sur la voie publique afin d'indiquer clairement à partir de la voie principale, le positionnement du chantier afin que les secours puissent accéder à celui-ci le plus rapidement possible.
- indiquer sur son plan d'installation le point rencontre secours
- Téléphone de secours, accessibilité par tous pendant les heures d'ouverture chantier : un compagnon de chaque lot aura un GSM sur lui, pendant son intervention sur le chantier
- En cas de travail isolé : mettre à disposition d'un DATI

DISPOSITIONS CONCERNANT LES SAUVETEURS SECOURISTES DU TRAVAIL :

- Les Entreprises en indiqueront le nombre et la répartition dans la rédaction de leur PPSPS
- Si un chantier occupe vingt personnes au moins pendant plus de quinze jours où sont effectués des travaux dangereux, un membre du personnel doit avoir reçu obligatoirement l'instruction nécessaire pour donner les premiers secours en cas d'urgence (article R4224-15 du code du travail).

TROUSSE DE SECOURS :

- règles applicables à chaque entreprise.
- Les lieux de travail sont équipés d'un matériel de premiers secours adapté à la nature des risques et facilement accessible.
- Ce matériel doit faire l'objet d'une signalisation par panneaux conformes aux dispositions prévues par l'article R4224-24 du code du travail (articles R4224-14 et R4224-23 du 1ers code du travail).

AFFICHAGE DES CONSIGNES D'ALERTE DES SECOURS AU BUREAU DE CHANTIER

- Règles relatives au stockage des produits inflammables.
- Dispositions prises pour lutter contre l'incendie : extincteurs, délivrance du permis de feu à transmettre au maître d'ouvrage (annexe 9)
- Relations régulières et visites des services de secours

7.1. Téléphone de secours

Le personnel présent sur le chantier doit disposer d'un téléphone de secours, pouvant être installé dans le bureau, **accessible en permanence par tous.**

Eventuellement, pour les petits chantiers où pour des zones de travail éloignées, un téléphone portable, **ouvert en permanence et en état de marche (correctement chargé).** L'emplacement de la personne en disposant doit être connu de tous les ouvriers concernés.

7.2. Sauveteurs Secouristes du Travail (S.S.T.)

Au moins 5% du personnel présent sur le chantier (avec un minimum de un), quelle que soit l'entreprise, doit être Sauveteur Secouriste du Travail (S.S.T.).

Les S.S.T. doivent avoir été formés ou recyclés depuis moins de 2 ans et ont obligatoirement, à l'arrière de leurs casques, un autocollant d'identification.

La liste des secouristes, à jour en permanence, est affichée près du téléphone défini ci-dessus.

Il en est de même pour la liste du matériel médical existant sur le chantier.

7.3. Travail isolé

Les entreprises prennent toutes les mesures nécessaires afin qu'un travailleur isolé puisse signaler toute situation de détresse et être secouru dans les meilleurs délais.

7.4. Procédure d'organisation des secours

Fiche "Appel en cas d'accident"

L'entreprise prend en compte la fiche d' APPEL D'URGENCE et en informe son personnel

Sauveteurs Secouristes du Travail (S.S.T.) :

Article R 241.39 du décret n° 88-1198 du 28/12/1988. Un membre du personnel du chantier de l'entreprise titulaire du lot gros œuvre doit obligatoirement avoir reçu l'instruction nécessaire pour donner les premiers secours en cas d'urgence pour 20 personnes présentes sur le chantier pendant plus de quinze jours. Le ou Les S.S.T. doivent avoir été formés ou recyclés depuis moins d'un an et colleront à l'arrière de leur casque, un autocollant d'identification.

Chaque entreprise indique dans son PPSPS les noms, prénoms et date de la formation ou du recyclage de leurs secouristes, les consignes de premiers secours concernant une victime semblant présenter des lésions graves

VOIR PROCEDURES ET NUMEROS D'URGENCE à afficher lisiblement sur le chantier (EN FIN DE PGC).
Chaque personnel travaillant sur le chantier doit connaître cette procédure.

7.5. Déclaration en cas d'accident ou incident

Outre les déclarations réglementaires d'accident effectuées par l'entrepreneur, les accidents ou incidents sont signalés au maître d'ouvrage, au maître d'œuvre et au coordonnateur SPS.

7.6. Point de rencontre secours

Le PRS est indiqué par l'entreprise principale sur le PIC en concertation avec le SIS2B et l'exploitant

Le PRS doit être identifié sur le liste à l'aide d'un panneau VERT et blanc , sur une zone sécurisée.

7.7. Modèle de fiche de secours

EN CAS D'ACCIDENT

Appelez les Pompiers



et dites :

1. ICI CHANTIER : 20/CALVI/ESID/CONSTRUCTION HANGAR POMFORTER

Adresse : 2ème REP
CAMP RAFFALLI 20260 CALVI

2. PRECISEZ LA NATURE DE L'ACCIDENT :

par exemple : Chute, éboulement, asphyxie...

LA POSITION DU BLESSE : Il est sur la terrasse, il est au sol ou dans une fouille ...

ET SI IL Y A NECESSITE DE DEGAGEMENT

3. SIGNALEZ LE NOMBRE DE BLESSE(S) ET LEUR ETAT

Par exemple : Trois ouvriers blessés dont un qui saigne beaucoup et un qui ne parle pas.

4. FIXEZ UN POINT DE RENDEZ-VOUS.

Envoyer quelqu'un à l'entrée du chantier pour guider les secours.

Le PRS est indiqué par l'entreprise principale sur le PIC en concertation avec le SIS2B et l'exploitant
Le PRS doit être identifié sur la liste à l'aide d'un panneau VERT et blanc , sur une zone sécurisée.

NE JAMAIS RACCROCHER LE PREMIER

ANNEXES AU P.G.C.

Liste des pièces jointes au P.G.C.

- Annexe_Presence_Plomb
- Annexe_Presence_Silice
- Annexe_Presence_Amiante
- Annexe_Mise_en_place_de_grues
- PLANNING PREVISIONNEL DES TRAVAUX